

# MEDITERRÁN TANULMÁNYOK

НАУЧНЫЕ ИССЛЕДОВАНИЯ  
РАЙОНА СРЕДИЗЕМНОГО МОРЯ

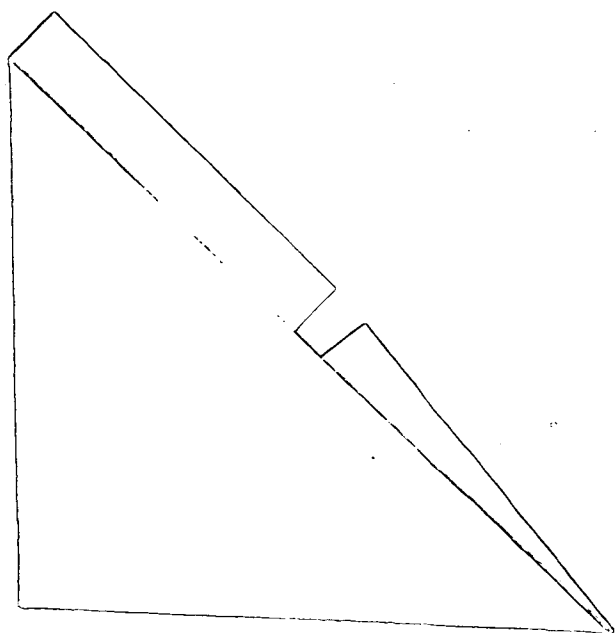
ETUDES  
SUR LA REGION MEDITERRANEENNE

## IV.



József Attila Tudományegyetem  
Politikaelméleti és Jelenkortörténeti Tanszék  
Szeged, 1990.

XB 40312



## MEDITERRÁN TANULMÁNYOK

НАУЧНЫЕ ИССЛЕДОВАНИЯ  
РАЙОНА СРЕДИЗЕМНОГО  
МОРЯ

ETUDES SUR LA REGION  
MEDITERRANEENNE

### IV.

József Attila Tudományegyetem  
Szeged, 1991.

A kötet az *Országos Tudományos Kutatási Alap* támogatásával jelenik meg.  
Publié avec le concours de la *Fondation Nationale Scientifique de Recherche*.

Szerkesztő:  
DR. J. NAGY LÁSZLÓ  
tanszékvezető egyetemi docens

Technikai szerkesztő:  
KOZMÁNÉ SOÓS EDIT



TO 29992/2

ISSN 0238 8308

## SOMMAIRE

ABDERRAHIM TALEB BENIDAB:

Le 1<sup>er</sup> Novembre 1954 en Algérie ..... 3

LÁSZLÓ, J. NAGY:

Mouvement national algérien de multipartisme sous  
la pression de la légalité coloniale ..... 17

KAZDAGHLI HABIB:

Le Rassemblement populaire de Tunisie (1936-1938) ..... 35

IVÁN HARSÁNYI:

Le cours expansionniste nord-africain de l'Espagne  
dans les premières années de la 2<sup>e</sup> Guerre mondiale ..... 45



## „Le 1<sup>er</sup> Novembre 1954 en Algérie”

Plus de trente ans après le 1<sup>er</sup> novembre 1954; nous continuons à nous interroger sur les raisons qui ont assuré le succès du déclenchement de la lutte armée. Au cours de cette année; rien ne laissait entrevoir le succès d'une telle entreprise. C'est vrai que des événements importants se déroulaient à cette époque au Maroc et en Tunisie;<sup>1</sup> mais par contre en Algérie, les autorités supérieures ne cessaient de répéter que tout était calme. Robert Montagne dans un article consacré à la situation politique en Algérie se félicitait du „calme politique et social presque comlet,”<sup>2</sup> dont joussait le pays. Ce point de vue était partagé par la grande majorité des représentants de la colonisation, Raymond Laquière Président de l'Assemblée Algérienne déclarait à l'adresse de François Mitterand, alors Ministre de l'intérieur en visite en Algérie en Octobre 1954; „L'Algérie est calme; elle le restera.”<sup>3</sup> Toutes ces personnalités n'avaient pas tout à fait tort lorsqu'elles avançaient de tels arguments. Il y avait plusieurs raisons à cela.

1. Le M.T.L.D., principal courant politique de l'époque et d'où sont issus les militants qui ont préparé le 1er novembre 1954, traversait une crise<sup>4</sup> très grave: „Les loups se battent entre eux” diasit-on à cette époque et Vaujour qui utilise cette expression dans son témoignage écrit à ce propos: „Certains y voient un signe prémonitoire de la faiblesse d'un nationalisme angrulé dans ses contradictions et de rivalités de ces hommes.”<sup>5</sup> Face à cette profonde divison les services de police ne

---

<sup>1</sup> Rappel de quelques événements qui affectaient à cette époque les „falns” de l'Algérie. \* Le 7 et 8 décembre 1952 émeutes a Casablanca qui font des dizaines de victimes. \* Le 16 aout 1953 massacre de la population civile à Oujda (Maroc). \* 20 aout 1953. Le Résident de France au Maroc, le Général Guillaume appuyé par Glaoui Pacha de Marrakech, décide de déposer le Roi du Maroc Mohamed V et l'assigne à résidence surveillée. \* En Tunisie développement des séries d'attentats qui visent en particulier les personnalités tunisiennes. \* Développement de la lutte armée le long de la frontière algéro-tunisienne. Lire Jean Vaujour ... De la Révolte a la Révolution ... Paris Albin Michel 1985.)

<sup>2</sup> France - Outre Mer - décembre 1953; cité par le bulletin des services des liaisons Nord-Africaines S.L.N.A. 1954.

<sup>3</sup> Jean Vaujour ... op. C. p. 149.

<sup>4</sup> Sur la crise du P.P.A., M.T.L.D. lire, Mohamed Harbi ... aux origines du F.L.N. Paris, C. Bourgois 1975. Mohamed Harbi ... Le F.L.N. mirage et réalité ... Paris, Ed. Jeune Vaujour Afrique 1980.

<sup>5</sup> Jean Vaujour ... op. c. p. 113.

sentaient même plus la nécessité de réprimer, „pourquoi leur (les nationalistes) redonner confiance et cohésion en les persécutant” rapporte toujours Vaujour. Cette crise avaient eu trois conséquences immédiates sur le parti, a) d'abord la division du P.P.A. – M.T.L.D. en deux courants principaux: les centralistes et les messalistes. Chacun au cours de cette année 1954 avait tenu un congrès à part, celui des centralistes à Belcourt (Alger) le 13., 14. et 16. Août; et le courant Messaliste à Hornu en Belgique le 13., 14. et 15. Juillet. La division était définitivement consacrée par la tenue de ces deux congrès avec chacun son journal la „Nation Algérienne” pour les centralistes et „l'Algérie libre” pour les messalistes.

\* Ensuite, et plus grave que cette division; nous pouvons parler d'atomisation du parti. Devant la crise définitivement consacrée; beaucoup de militants se retirent, le doute s'installe. On ne voit plus d'issue, „c'est la dérive” écrit Mohamed Harbi.<sup>6</sup>

\* Enfin, la crise permet au courant réformiste de regagner du terrain. On essaie de trouver avec le colonialisme un compromis honorable, désormais ce courant décide de participer à toutes les élections et, plus encore, de collaborer en toute loyauté à la gestion des mairies.<sup>7</sup> A la même époque, le colonialisme essayait par un compromis de trouver une solution aux problèmes tunisien et marocain: voyage de Mendès-France en été 1954 à Tunis, et octroi de l'autonomie interne. Au même moment Mendès-France recevait une délégation de l'U.D.M.A. Un rapport des services de renseignements généraux apportait justement à ce titre cette appréciation sur l'action de ce parti: „il y a parmi les dirigeants de l'U.D.M.A. des hommes de bonne foi avec lesquels il est utile de garder ou de reprendre contact. La pire erreur à leur égard, serait de les traiter en adversaires irréconciliables au même titre que les chefs du P.P.A.”<sup>8</sup>

2. La crise du M.T.L.D. n'épargnait pas également l'U.D.M.A. Ce parti n'arrivait plus au cours du début des années cinquante à regrouper tous les membres de son comité central. Le nombre de ses adhérents qui était évalué à 22.000 en 1946 était tombé à moins de 3000 en 1952. Les raisons de cette désaffection, note le rapport de police, vient de sa „modération bourgeoise”, et la rapport d'ajouter: „Ce qu'il faut bien savoir, cet amenuisement ne s'est pas produit au bénéfice de formules plus modérées ... mais la masse, la fraction populaire dissidente est allée rejoindre les

---

<sup>6</sup> Mohamed Harbi ... La guerre commence en Algérie ... Paris Ed. complexe, 1984 p. 19. il est nécessaire de commencer à procéder à la réalisation des monographies pour pouvoir apprécier dans toute sa diversité l'évolution organique du P.P.A. M.T.L.D. à partir de l'instant où la crise qui secouait ce parti a commencé à faire surface.

<sup>7</sup> Voir notre étude ... Le mouvement syndical Algérien de 1943 à 1954, et ses rapports avec les partis politiques. In *Mediterrán Tanulmányok III. Szeged, József Attila Tudományegyetem* 1989. 45–109.

<sup>8</sup> René Jammes ... La situation politique algérienne, et les différents partis, C.H.E.A.M. 1951.



deux partis nettement révolutionnaires qui, eux, font de l'action nationaliste intégrale, le M.T.L.D. et le parti communiste."<sup>9</sup>

3. Le parti communiste algérien semble avoir été le parti qui a le plus bénéficié de la crise du M.T.L.D.<sup>10</sup> et de la désaffection qui gagnait l'U.D.M.A. Selon Mohamed Harbi, le P.C.A. était arrivé à cette époque „à assurer une audience réelle supérieure dans certains centres à celles de ces rivaux nationalistes”.<sup>11</sup>

Cependant ce gain organique ne s'est pas traduit immédiatement par une reformulation de sa ligne stratégique qui elle aussi était caractérisée par le réformisme.

Il semblerait alors que le mouvement national soit arrivé à une impasse au cours de cette année 1954. Mohamed Harbi analysant cette période parle de „blocage politique” et il ajoute „condamné à l'immobilisme le mouvement national ne répond plus aux besoins de la société”.<sup>12</sup> Cette assertion avancée rapidement par cet auteur doit être nuancée en introduisant dans l'analyse tous les facteurs qui agissaient sur la situation politique à cette époque. Nous rappelons brièvement quelques faits. Le 1er Novembre 1953, le P.C.A. lance un appel en vue de la constitution d'un Front National Démocratique; le 10 Décembre de la même année, le M.T.L.D. fait une contre proposition en invitant tous les partis politiques à préparer la tenue d'un Congrès National.<sup>13</sup> La lecture des deux programmes permet de constater qu'il existait de similitudes et de points d'accords, ce qui amena la direction du P.C.A. à souscrire à l'idée de la tenue d'un „Congrès National”.<sup>14</sup> Cependant, la crise qui secouait profondément le M.T.L.D., avec en même temps la montée des tendances réformistes à l'intérieur de ce Parti, favorable de plus en plus à un compromis néo-colonial, n'a pas permis la réalisation d'un tel projet.

L'appareil répressif était fortement enraciné avec ses enquêtes répétées sur la situation économique, sociale, et politique de l'Algérie; exemple, l'enquête lancée en 1950 par le colonel Schoen responsable des S.L.N.A. et dont les résultats partiels ont été consignés dans un rapport intitulé „l'Algérie du demi-siècle”,<sup>15</sup> le rapport Delavignette sur la „Situation économique et sociale de l'Algérie”,<sup>16</sup> l'enquête de la

---

<sup>9</sup> C.H.E.A.M., exposé sur l'U.D.M.A. décembre 1951, 30 p.

<sup>10</sup> Voir notre étude ... Le Mouvement Syndical Algérien.

<sup>11</sup> Mohamed Harbi ... La guerre commence en Algérie p. 14. A ce sujet, lire aussi le témoignage de Zahir Ighadaddene - In Algérie Actualites 23 - mai 1985.

<sup>12</sup> Mohamed Harbi ... La guerre commence en Algérie ... pp. 15 et 18.

<sup>13</sup> Cl. Collot et J.R. Henry ... Le Mouvement National Algérien - Textes 1912-1954 ... Paris, Harmattan 1978. pp. 318 à 331.

<sup>14</sup> Lire sur cette question la collection de „Liberté” et de l'„Algérie Libre”.

<sup>15</sup> Gouvernement Général de l'Algérie ... L'Algérie du demi-siècle 1954. Texte dactylographié.

<sup>16</sup> Robert Delavignette ... Situation économique et sociale de l'Algérie. Rapport présenté au nom de la commission de l'économie de l'Union Française 1955 ... 162 p.

„commission de l'économie de l'Union Française;<sup>17</sup> celle lancée par Yrissou sur la „situation de l'industrie en Algérie”<sup>18</sup> ... avec en plus tous les recensements les plus complets que nous avons sur l'Algérie de la période coloniale: celui de la propriété foncière<sup>19</sup> des unités industrielles,<sup>20</sup> de la population<sup>21</sup> etc. ... A ce titre, nous citerons ce questionnaire envoyé par l'administration coloniale à tous les instituteurs en particulier ceux travaillant dans le „bled” leur demandant d'enquêter dans leur milieu en posant aux algériens les questions suivantes:

- Que lisent-ils?
- Formaient-ils les militants des principaux partis politiques?
- S'intéressent-ils aux programmes des partis? En discutent-ils? Où?
- Sont-ils nationalistes? Pourquoi?
- Quelle est leur attitude vis à vis du syndicat?<sup>22</sup>

Les services des renseignements généraux suivaient donc, de très près, l'évolution de la situation politique. Ils ont eu à intervenir chaque fois que cette situation leur parissait dangereuse, exemple le 8 mai 1945, le démantèlement de l'O.S. en 1950, en plus de toutes les autres interventions à caractères ponctuelles ... ajouter à tout cela; il y eu au cours de cette année 1954, l'organisation et plusieurs manoeuvres militaires en particulier le long de la frontière algéro-marocaine, et algéro-tunisienne.<sup>23</sup> Le colonialisme français étalait ainsi sa puissance en vue d'intimider les populations algériennes. Cette force du colonialisme, alliée à l'état de faiblesse dans laquelle se trouvait la société algérienne, et les partis politiques sont arrivés à exercer sur certaines couches de la population algérienne un état de résignation, de lassitude, au total un esprit d'attentisme traversait les couches les plus larges de la population algérienne.

Au regard de toute cette situation, le colonialisme français avait plusieurs raisons d'être sécurisé. Rien en cette année 1954 n'annonçait le début d'une révolution qui devait se terminer par l'indépendance de l'Algérie. Pourquoi le succès d'un tel mot d'ordre? Pourquoi les services de renseignements du colonialisme français n'ont rien pu prévoir, même s'ils avaient quelques doutes? Auparavant nous présenterons les hommes, ceux qui étaient au rendez-vous le 1er Novembre 1954. Combien étaient-

---

<sup>17</sup> Conseil économique ... groupe de travail pour l'étude de la situation économique et sociale de l'Algérie 1955.

<sup>18</sup> Enquête Yrissou 1953, Archives de la chambre de commerce d'Alger.

<sup>19</sup> Gouvernement général de l'Algérie. La Recensement de l'agriculture en Algérie en 3 vol. 1956.

<sup>20</sup> Gouvernement général de l'Algérie ... résultats statistiques industrielles de l'Algérie. 1953.

<sup>21</sup> Gouvernement Général de l'Algérie ... résultats statistiques du recensement du 31 octobre 1954.

<sup>22</sup> Alger Républicain 22 mars 1951.

<sup>23</sup> Lire la collection d'Alger Républicain de l'années 1954.

ils? Nous donnons ces chiffres que nous avons trouvé dans le procès-verbal du Congrès de la Soummam qui s'était tenu le 20 Aout 1956.<sup>24</sup>

Wilaya II: 100 combattants  
Wilaya III: 450 combattants  
Wilaya IV: 50 combattants  
Wilaya V: 60 combattants  
Total : 660 combattants

Nous n'avons pas pu comptabiliser les combattants de la Wilaya I: celles des Aures. Ces représentants n'ont pas pu assister à la tenue du Congrès de la Soummam. Etaient-ils 400? Nous pouvons être affirmatifs, et dire que le nombre de combattants qui se sont engagés dans les premières actions de la lutte armée ne dépassait pas 1000 militants! C'est insignifiant pour une action d'une telle envergure qui devait transformer le pays. Nous rappelons qu'à la même époque, le nombre de la population algérienne atteignait 9.000.000 d'habitants. Si nous établissons une moyenne, on aurait un militant pour 9.000 habitants. Dans l'analyse de ce effectif essayons d'aller plus en détail. Cette moyenne est encore plus faible lorsque nous voulons précéder à un calcul par région. La Wilaya V qui correspondait à l'ancien département d'Oran avait un nombre de combattants qui s'élevait à 60 pour une population évaluée en 1954 à 1.800.000 habitants soit donc, une moyenne de 1 militant pour 30.000 habitants! Nous avons aussi des renseignements détaillés pour la Wilaya II grâce au témoignage de Lakhdar Bentobbal.<sup>25</sup> Voici comment se répartissaient les 100 combattants de la Wilaya II.

\* Bajdi Mokhtar: 22 combattants, et une somme d'argent égale à 100.000 francs de centimes.

\* Benouada, qui commandait le périmètre d'Annaba, Guelma, avait 4 combattants, et une somme de 4500 francs de centimes.

\* Zighout Youcef, 45 combattants, et 1500 francs de dette.

\* Bantobbal, qui commandait la région d'El Milia-Kherrata, avait 16 combattants, et une somme de 60.000 francs de centimes.

Cet effectif s'est en plus considérablement réduit après les premières actions armées „beaucoup de militants rejoignirent leur foyer, certains 24 heures, d'autres 48 heures, et même un mois après le déclenchement de la lutte armée, parce qu'ils n'étaient pas assurés du succès”. Et Bentobbal ajoute, „il a fallu attendre le 4ème mois, c'est à dire février 1955, pour qu'on assiste à un renforcement du rapport des forces en faveur de ceux qui pronaient la lutte armée”. Et pour ajouter à ce que dit Bentobbal, nous rappelons que les maquis de Grande Kabylie n'ont commencé à s'activer que 6 mois après, et ceux de l'Oranie en octobre 1955, soit 11 mois après

<sup>24</sup> Henri Alleg ... La guerre d'Algérie ... Paris ed. Temps Actuels 1981. Textes annexes t.3.

<sup>25</sup> Témoignage de Lakhdar Bentobbal. Conférence prononcée à Alger en 1982.



le 1er novembre. En plus ces premiers militants n'étaient pas expérimentés. Beaucoup d'entre eux ne connaissaient rien au maniement des armes. D'ailleurs un certain nombre d'actions programmées au cours de la nuit du 1er Novembre 1954 n'ont pas pu avoir lieu ou ont échoué. Ce faible effectif nous explique pourquoi les premières actions armées ont été limitées à des zones bien précises: Aures - Grande Kabylie - Mitidja région de Mostaganem - Tlemcen - Nord Constantinois.

Les questions que sommes en droit de nous poser sont celles-ci: Comment avec un effectif aussi réduit et avec une désorganisation totale du parti d'où sont issus les hommes du 1er Novembre, le mot d'ordre de lutte armée a-t-il pu réussir? Pourquoi suite, par l'ensemble des populations de l'Algérie du Nord au Sud, de l'Est, à l'Ouest, dans la ville et la campagne et par toutes les couches de la population: les riches, les pauvres, la classe ouvrière, la paysannerie comme s'il assistait à une insurrection généralisée. Pourquoi un succès aussi rapide, malgré la promptitude de la réaction du colonialisme français: les premiers renforts ont débarqués le 30 octobre 1954 au port d'Annaba, les premiers ratissages ont commencé le 6 Novembre<sup>26</sup> et l'utilisation du napalm le 9 Novembre. Décidément, le mouvement était parti et rien ne pouvait l'arrêter, si ce n'est la reconnaissance de l'indépendance de l'Algérie 7 années et demi plus tard.

Plusieurs faits expliquent les raisons de ce succès. La volonté de reconquérir la souveraineté nationale exprimée à plusieurs reprises et pendant toute la période coloniale: exemple cette exclamation des membres de la tribu des Hachem, à laquelle appartenait l'Emir Abdelkader, adressée au Maréchal Bugeaud: „Ce continent est le pays des arabes, vous n'y êtes que des hôtes passagers. Y resteriez-vous trois cent ans comme les turcs, il faudra que vous en sortiez.”

Ce profond attachement à l'idée de l'indépendance nationale a été signalée à plusieurs reprises, et à différentes périodes, et quelque soit la forme sous laquelle il s'est exprimé: rêves millénaristes, exemple cette prophétie colportée au début de ce siècle par les populations algériennes et rapportée par un auteur français d'Algérie, et tous les autres chrétiens se rassembleront à Alger. Quand ils y seront réunis, la ville glissera dans la montagne jusque dans la mer, et les Roumis périront engloutis dans les flots.”<sup>27</sup> ou encore ce reportage réalisé par Lamine Lamoudi d'un meeting tenu à Biskra et présidé par l'Emir Khaled. Il nous transmet à travers la description de ce regroupement la sensibilité profonde des populations algériennes, leur attachement à l'Emir Khaled, et à tout ce qu'il représente comme symbole de la

---

<sup>26</sup> Les événements d'Algérie. Exposé de Jean Vaujour Directeur de la Sécurité Générale en Algérie devant l'Assemblée algérienne.

<sup>27</sup> G. Perriquet ... Le rachat des terres par les indigènes (In: Revue de l'Algérie des colonies No 10 1908 pp. 769 - 775.

résistance populaire, il écrit à ce sujet: „Auditoire singulier en sa composition, Fellah ayant abandonné leur palmeraie, accourus, voir, entendre citoyens de toutes professions s'imposant le devoir de lâcher leur besogne, pour venir commuer en cette heure particulièrement propice; ouvriers et patrons, pauvres et riches; tenues de galas ou vêtements dépanaillés; rubans et chechia, tous les ordres y sont, toutes les classes s'y coudoient; tout le peuple martyr est venu. Fait curieux, des vieilles campagnardes, celles qui ont connu le vrai courage, de leur pères, de leur aïeux, celles qui prenaient part aux réunions des anciens guerriers, et qui en signe d'applaudissements lançaient des you-you de joie. Ainsi, donc plus de 3000 (je n'exagère pas du tout) personnes sont là serrées, entassées, et attentives du geste et propos du Mahatma.”<sup>28</sup> Toutes les formes de luttes et expressions politiques ont été utilisées dans la perspective de la reconquête de la souveraineté nationale. Le mot d'ordre de l'indépendance de l'Algérie était une revendication profonde des populations de ce pays. Tout ce qui pouvait faire avancer la réalisation de ce mot d'ordre de l'indépendance de l'Algérie était une revendication profonde des populations de ce pays. Tout ce qui pouvait faire avancer la réalisation de ce mot d'ordre a été entrepris et tout courant politique ou leader qui le prenait en charge, avait rapidement l'adhésion populaire. Or, ceux qui s'étaient engagés dans les premières actions armées avaient en même temps lancé au peuple algérien un appel lui demandant de se joindre au mouvement pour la reconquête de l'indépendance du pays.

2. La volonté plusieurs fois affirmée de passer à l'action au fur et à mesure que les luttes politiques légales menaient à l'impasse en liaison d'ailleurs avec la crise du mouvement national. Cette idée remonte déjà à l'échec du Congrès Musulman Algérien en 1936.<sup>29</sup> Une avant-garde issue du P.P.A. avait déjà commencé à réfléchir à l'utilisation des armes pour libérer le pays. Parmi toutes ces expériences nous citerons:

\*Mutinerie des soldats algériens à El Harrach en 1940 qui ont voulu diriger leurs armes d'abord contre le colonialisme français. Il voulait profiter de l'état de guerre dans laquelle se trouvait plongée l'humanité.

\*Le 8 Mai 1945 fut une seconde tentative pour l'organisation de la lutte armée. Nous connaissons les résultats: le manque de préparation et la provocation policière ont entraîné le massacre de 45.000 algériens. Ce massacre sur une aussi grande échelle ne peut s'expliquer que par la volonté délibérée du colonialisme français d'expurger définitivement et pour toujours, toute volonté de lutte, et toute aspiration à la reconquête de la souveraineté nationale. Ce massacre devait avoir selon eux, un effet dissuasif.

---

<sup>28</sup> Trait d'union No 10 du 30 octobre 1923.

<sup>29</sup> Témoignage de Marouf Boumediène.

\*La mise sur pied de l'O.S. en vue de préparer la lutte fut une autre tentative. Son action velleitaire, le début de la crise du M.T.L.D. et l'impasse à laquelle elle est arrivée incapable de fixer une échéance ont entraîné son démantèlement en 1950.

\*Nous pouvons encore citer toutes les autres expériences, par exemple celle de ces militants qui à titre individuels certains en opposition avec leur parti ont rejoint le maquis bien avant le 1er Novembre 1954: exemple, Krim Belkacem, Ouamrane en Grande Kabylie, Benouada dans le Nord Constantinois, Sadek Chebchoub. Grine Belacem, Chihani Bachir ... dans les Aurès ... Mohamed Said Mazouzi en prison depuis 1945, parce que lui aussi, avait rejoint le maquis en 1945.

\*En plus de toutes les rumeurs qui à période régulière appelaient le peuple algérien à se préparer au passage à la lutte armée. Les rapports de police des années cinquante, en font mention à plusieurs reprises, exemple, ce renseignement recueilli auprès d'une personne „bien informée” dans lequel, il affirme que: les dirigeants du P.P.A. en vue d'un mouvement insurrectionnel ont donné aux adhérents du parti des directives précises sur l'action à entreprendre, et il ajoute: „Le déclenchement des opérations sera fixé par Messali au jour et à l'heure fixés sur tout le territoire. Le premier objectif sera de prendre les gendarmeries pour se procurer des armes.” Cette rumeur rapportée par cet informateur de police va jusqu'à préciser la forme que revêtira cette action armée: „L'attaque dit-il devra avoir lieu par surprise en évitant les rassemblements importants susceptibles de donner l'éveil. Ultérieurement les insurgés ne devront opérer que par petits groupes; les masses importantes étant vulnérables aux armes automatiques, canons et chars de l'armée.”<sup>30</sup> Nous pouvons également citer cette autre information de même nature parvenue aux services de police qui déclare que „les ressortissants des douars notamment ceux de Beni Ouaguenoun et Iflissen auraient été invités à se tenir prêts à l'action. L'ordre du déclenchement serait donné au moment opportun par une estafette ... qui suivra cet itinéraire: Horace Vernet, Ouled Hmida, Tiyerouine, Beni Ouaguenoun, Iflissen. Par ailleurs, les armes à utiliser se trouveraient dans le secteur Beni Ouaguenoun, Iflissen. Le rapport ajoute: „D'autre part les mêmes militants auraient déclaré à d'autres musulmans qu'en cas de révolte des armes, leur seraient données par des tirailleurs indigènes de la garrison.”<sup>31</sup> Ajouter à tout cela, toutes les rumeurs colportées par les troubadours qui parcouraient les campagnes algériennes propageant des slogans favorables à la lutte armée exemple, cette information entendue auprès d'un troubadour qui chantait les paroles suivantes: „La guerre va bientôt commencer entre français et arabes partout à la fois en Algérie,

---

<sup>30</sup> Archives d'Aix en Provence. Correspondance du 25 avril 1947. 9H 51.

<sup>31</sup> Archives d'Aix en Provence. Correspondance du 10 avril 1947. 9H 51.

au Maroc, en Tunisie. Tenez-vous prêts. Nous tuerons tous les roumis. c'est à cause d'eux si nous sommes si malheureux. Il faut nous préparer."<sup>32</sup>

Toutes ces rumeurs ne pouvaient pas rester sans effet. Elles contribuaient à préparer les masses à répondre plus facilement et à soutenir toute action armée qui serait engagée. De ce fait, elles suscitaient réellement les inquiétudes des services de police qui les amenaient à périodes régulières à procéder à une répression de caractères ponctuels, parfois suffisante pour avoir un effet dissuasif. Dans toutes ces opérations de répression un des buts à atteindre était la recherche des armes. Par exemple, les services de police de Iijeli ont découvert en 1946 une cachette d'armes qui contenaient „2 mitraillettes Sten, 4 pistolets de revolvers, 1 appareil d'optique".<sup>33</sup> Le rapport de police rattache cette découverte à la désertion des insoumis dans la région le 30 Novembre 1944, autre exemple, découverte en mai 1947, d'un autre dépôt d'armes contenant: „2 mitraillettes Sten, 4 chargeurs et 80 cartouches"<sup>34</sup> etc. ...

Le 1er Novembre 1954 continue donc, toutes ces expériences, mais cette fois avec succès.

L'existence d'un certain nombre de militants professionnels de la politique décidés à libérer le pays quelqu'en soit le prix. Ces militants ont sacrifié leurs vie pour assurer le succès de ce mot d'ordre. Ils n'ont jamais eu d'autres activités professionnelles que la pratique politique, exemple, Larbi Ben M'hidi, Didouche Mourad, Ait Ahmed, Ben Bella ... pour la plupart, ils étaient clandestins depuis plusieurs années recherchées par toutes les polices françaises. Certains d'entre eux ont même fait la prison. Toutes leurs activités étaient orientées vers l'organisation du peuple ... Avec des militants de cette trempe décidés à tout leur effort devait fatalement déboucher sur un résultat positif. D'ailleurs la police française ne s'était pas trompé lorsqu'elle avait mis en place tout un réseau de recherche, chargé de procéder à leur arrestation: contrôle d'indentité dans les gares de chemin de fer, ports et aéroports, des rafles répétées organisées parfois sur information, barrages de routes ... Pratiquement tout a été engagé pour procéder à leur arrestation.

Participation massive des algériens à toutes les luttes qui ont précédé le 1er Novembre 1954, quelqu'en soit la forme et le contenu et tout particulièrement les luttes qui se sont déroulées, les dix dernières années qui ont précédé l'année 1954. Pour montrer l'importance de ces luttes, nous rappelons quelques chiffres.

\*Il y eu d'abord le 8 mai 1945 avec ses 45.000 morts. Cette insurrection a touché toute la population de la Petite Kabylie, et de la région de Guelma, avec une population estimée à un million d'habitants. Cette insurrection s'est étendue pour

---

<sup>32</sup> Archives d'Aix en Provence. Correspondance du 10 juin 1947. 9H 51.

<sup>33</sup> Archives d'Aix en Provence. Correspondance du 26 juin 1946. 9H 51.

<sup>34</sup> Archives d'Aix en Provence. Correspondance du 26 mai 1947. 9H 51.

toucher par la suite des régions comme Saida, Cherchell, et la côte de la Grande Kabylie: région de Dellys.

\*Le „complot” de 1950 qui a entraîné le démantèlement de l'O.S. Les services de police ont procédé à cette occasion à 363 arrestations; 252 furent maintenus en détention et 195 ont été condamnés. Le total des condamnations s'est élevé à:

6 siècles et 6 années de prison;

6 siècles et demi d'interdiction de séjour,

15 siècles et 34 ans de privation de droits civiques,

50 millions francs d'amende.

\*Les condamnations dans le cadre de la mise en application des lois répressives. Le bilan des condamnations prononcé uniquement en vertu de l'article 80 a été le suivant pour quatre années:

près de 10 siècles de prison,

12 siècles et 70 années de privation de droits civiques,

5 siècles et 10 années d'interdiction de séjour.

20 millions de francs d'amendes.

\*Des grèves et autres manifestations de masse. Depuis 1946 des grèves sans arrêt ont secoué le pays.<sup>35</sup>

-En Novembre - Décembre 1947, on a évalué à 100.000 le nombre de travailleurs qui ont participé à des arrêts de travail.

-Au cours de l'année 1950, il y a eu 225 grèves avec la participation de 250.000 travailleurs, au cours de cette année la grève des mineurs de m'Zaita a duré 90 jours.

-En 1952, il y a eu 261 arrêts de travail avec la participation de 265.000 salariés.

Comme exemple de la combattivité des travailleurs, nous citerons la grève des ouvriers agricoles de Aim-Nahala qui affrontèrent pendant toute une journée les forces de gendarmerie. A la suite de cette action, des arrestations furent opérées et des condamnations prononcées. Mais le mouvement ne s'était pas arrêté à ce niveau. Le jeudi 24 avril 1952, le train partant d'Oran pour Alger et conduisant Berrahou Mejdoub dirigeant de ce mouvement et membre du C.C. du P.C.A. avec d'autres détenus politiques au bagne de Berrouaghia, a été arrêté au passage du Faubourg Victor Hugo, par des manifestations: hommes, femmes, et enfants aux cris de „Libérez Berrhaon”.<sup>36</sup>

L'ensemble de ces grèves furent soutenues par de puissantes manifestations de rues. Nous citerons comme exemple, celles organisées à l'occasion du 1er Mai Fête Internationale du travail.

---

<sup>35</sup> Sur les rapports grèves (politique voire notre étude le mouvement syndical algérien).

<sup>36</sup> Appel contenu dans un tract du P.C.A. de la région d'Oran.



\* Celles du 1er mai 1947 regroupèrent 70.000 manifestants à Oran, 40.000 à Alger, 30.000 à Annaba, 15.000 à Bel Abbès.<sup>37</sup>

Le 1er mai 1952 a été particulièrement violent à Oran, 25.000 travailleurs ont lutté toute la journée contre les forces de police.

\*Les campagnes électorales ont été tout le temps l'occasion de rassemblements populaires, de diffusion de tracts, d'affichages, d'inscriptions murales, etc ... La pratique généralisée du truquage lors de ces élections utilisées par les services de la colonisation ont entraîné à chaque fois, de violents affrontements avec les forces de l'ordre. En avril 1948, lors des premières élections à l'Assemblée algérienne sur les 59 candidats présentés par le M.T.L.D.; 32 furent arrêtés. Des incidents se sont déroulés à Deschmya. Il y eut 11 morts, des arrestations ont été opérées et les condamnations suivantes ont été prononcées contre les 22 inculpés:

18 années et 5 mois de prison ferme.

80 années d'interdictions de droits civiques 180.000 francs d'amende.

Les grèves et autres manifestations de solidarité avec le mouvement démocratique et progressiste dans le monde. De 1947 à 1954 aucun bateau en provenance ou à destination du Vietnam en guerre pour son indépendance ne fut chargé ou déchargé par les dockers algériens, mouvement de solidarités avec les peuples marocain, tunisien, égyptien, contre la „guerre froide” contre la bombe atomique, pour le désarmement, pour la paix dans le monde ...

5. Le rapport de force internationale était désormais en faveur des peuples opprimés. De 1945 à 1954, une population évaluée à plus d'un milliard d'habitants accèdent à l'indépendance politique: Indonésie, Inde, Pakistan, Chine, Cambodge, Vietnam, Laos, Libye ... Le colonialisme est devenu un système anachronique. Les populations algériennes suivaient attentivement l'évolution de toutes ces luttes et résultats auxquels elles avaient abouti. En 1952, les services de renseignements signalaient l'„avidité” des algériens „devant les nouvelles” qui se traduisaient, note le rapport de police, par la lecture plus assidue des journaux, et de la part des illétrés par des questions posées, voire par des rassemblements ou un lettré lit et commente les nouvelles.<sup>38</sup> Un autre rapport de police signale que „les affaires d'Indochine sont suivies avec attention par les milieux nationalistes” et il ajoute: „Il est hors de doute que l'activité de la France, là bas, aura des répercussions sensibles en Algérie.”<sup>39</sup> Tous ces points ont été confirmés par les témoignages que nous avons recueillis auprès des anciens militants, exemple, celui Belaid Khelifa: „La guerre du Vietnam, dit-il, suscitait beaucoup d'enthousiasme chez les militants; et

---

<sup>37</sup> Liberté du 8 mai 1947.

<sup>38</sup> Service des liaisons Nord-Africaines: S.L.N.A. Bulletin mensuel d'information. Janvier 1952.

<sup>39</sup> Archives d'Aix en Provence 9H 51.

on disait puisqu'on se battait au Vietnam, on pouvait se battre aussi en Algérie."<sup>40</sup> La défaite de l'armée française à Dien Bien Phu le 8 mai 1954 fut ressentie par l'ensemble des populations algériennes comme une grande victoire, c'est ce que rapporte par exemple, Zohra Drif ancienne des „réseaux" F.L.N. de la Casbah d'Alger „la défaite française à Dien Bien Phu, dit-elle, je l'ai vécue comme une victoire. Chez-nous on suivait de très près, les mouvements nationalistes en Tunisie, au Maroc, avec toujours cette question: „Pourquoi pas nous. Il y avait un tel bouillonnement dans les esprits, une telle attente que lorsque Novembre 1954 éclate, c'est l'embrasement."<sup>41</sup>

Ce sont là, les principales raisons qui expliquent le succès du mot d'ordre de lutte armée lancée dans la nuit du 1er Novembre 1954. Les militants qui ont lancé cette opération étaient dotés d'une grande perspicacité puisqu'ils ont su saisir le moment favorable. Cette action nous montre qu'ils étaient intimement liés à leur peuple, et à ses aspirations essentielles. Ils ont donc, non seulement saisi le moment favorable; mais plus encore au regard de leur effectif: un millier, ils ont fait la preuve de leur sacrifice, et du dévouement à leur peuple.

Le premier Novembre 1954, est réellement pour le peuple algérien une journée historique; et pour une fois, ce terme tant de fois galvaudé en Algérie trouve ici sa juste place; et les militants qui ont été à l'initiative de cette action méritent eux aussi le titre d'„hommes historiques”.

---

<sup>40</sup> Témoignage de Belaid Khelifa.

<sup>41</sup> Algérie Actualité du 6 au 12 mars 1986.

## Mouvement national algérien de multipartisme sous la pression de la légalité coloniale

En Algérie, dans le cadre très limité de la légalité coloniale, cas unique dans l'empire colonial français, un mouvement national de multipartisme se formait après la Seconde Guerre mondiale.

Parmi ces partis, le Parti Communiste Algérien est le plus ancien, structurellement et idéologiquement le plus développé et le plus proche des partis européens, ayant été élevé dans le PCF, et il en suivait ensuite le modèle. Après la séance comité central de juillet 1946, passant pour un tournant, le parti est caractérisé par les efforts continus et logiques vers l'intégration dans le mouvement national. Le parti deviendra un facteur considérable, façonnant l'opinion publique, dans le mouvement national et même dans toute la vie politique algérienne. Il lutte pour la société fondée sur l'égalité sociale, bien qu'après 1946 – quand il parle de l'avenir de l'Algérie – il n'emploie pas l'expression „édification de la société socialiste”. A sa place, il met l'accent sur la „construction de l'Algérie libre, heureuse et indépendante” et sur la lutte „pour le pain, la bien-être, pour la démocratie”.<sup>1</sup>

Il assume son caractère de parti de classe, mais cela ne consiste pas dans la référence à la classe ouvrière, mais dans ce qu'il désigne concrètement les groupes socio-économiques le règne desquels il veut liquider, de même les groupes en faveur desquels il fait cela. Dans son programme radical de transformation de la société, la cible principale: les gros colons, les trusts et les banques. C'est contre eux qu'il lutte pour améliorer la situation des travailleurs, des paysans et des pauvres. Lorsqu'il se réfère au peuple algérien, il désigne concrètement ces couches sociales, contrairement au MTLD qui ne les rétrécit qu'à une dimension ethnique-culturelle ... Ces couches populaires forment la base sociale du parti. Il a une influence particulièrement stable et durable parmi les dockers, les mineurs, les travailleurs du bâtiment et parmi les habitants des quartiers populaires des grandes villes. Dans le milieu paysan, le parti ne réussissait à où la proportion des petits propriétaires était relativement importante. Il y avait de fortes organisations de base communistes dans l'ouest du pays, aux environs d'Alger, surtout à Pétrelles, appelé ainsi „Petit

---

<sup>1</sup> Le manifeste du 5<sup>e</sup> (1949) et du 6<sup>e</sup> (1952) congrès du parti: Liberté, le 2 juin 1949., le 28 février 1952.

Moscou”.<sup>2</sup> Le parti avait des cellules importantes dans le Constantinois, dans la région d'Aurès, aux environs de Batna et de Sétif.<sup>3</sup> Le parti, par l'intermédiaire de la CGT, avait une base forte parmi les ouvriers organisés aussi. En Algérie – à l'opposé des deux autres pays du Maghreb –, les nationalistes n'ont pu réaliser une scission dans le mouvement syndical qu'au milieu des années 1950, lors de la guerre d'indépendance.

Le parti ne cachait plus la revendication de l'indépendance nationale dans l'idéologie de la libération sociale comme dans les années 1930, mais il ne la subordonnait étroitement pas aux luttes politiques de France. Jusqu'à la fin de 1947 – jusqu'au vote de la loi organique –, il pense encore que l'État autonome d'Algérie peut se réaliser au sein de l'Union Française. Par la suite, l'union n'est pas du tout exclue, mais elle – justement à cause du tournant de 1947 – ne peut se réaliser que dans une perspective historique avec une „France démocratique et anticoloniale”. L'opinion des communistes algériens concernant l'union Française a radicalement changé: „une étiquette derrière laquelle se cache l'Empire colonial français”.<sup>4</sup> Au 6<sup>e</sup> congrès de 1952, elle ne sera mentionnée dans aucun contexte. Le titre de leur manifeste reflète de façon univoque le changement: „Lutter sur le sol national pour une Algérie libre et indépendante”.<sup>5</sup>

La référence continuée à la théorie de la nation algérienne en voie de formation est aussi omise, elle n'est plus déterminante dans la formation de la politique. Le PCA – seul parmi les partis – continue à prendre l'adhésion des représentants des ethnies différentes. Il s'efforce de les attacher à ses intérêts, mais il ne veut pas imposer la formule de Thorez de 1939 selon laquelle la nation algérienne se constituera à partir du mélange des races. Le parti, tout en tenant compte de la réalité sociale, de l'existence de l'ethnie européenne enracinée depuis des générations, des intérêts de la population autochtone arabo-berbere et du renforcement de la conscience nationale de celle-ci, rejette la formule de „mélange” en vue de la création de la cohésion intérieure de l'État algérien indépendant, et il met l'accent sur la „diversité” exprimant la coexistence des deux communautés en tant que trait caractéristique. Il ne lie plus la réalisation de l'indépendance nationale à la formation de la nation, mais au contraire: la création de l'État algérien indépendant aidera la formation de la nation algérienne.<sup>6</sup> Les références à la civilisation française, à la réflexion politique, aux traditions révolutionnaires ne sont plus en cours. A sa place,

---

<sup>2</sup> Taleb-Bendiab, Abderrahim: Tlemcen dans les années 1950. R. A. 1978. n° 4, 72.

<sup>3</sup> Police de renseignement, note 1952, le 10 novembre. Publication la direction des Archives de la Wilaya de Constantine. 1982. n° 10.

<sup>4</sup> Liberté, le 2 juin 1949.

<sup>5</sup> Liberté, le 28 février 1952.

<sup>6</sup> Liberté, le juin 1949.

le parti cherche les traditions mobilisatrices dans le passé historique de l'Algérie, à partir d'Abd el Kader en passant par l'historien-sociologue du Moyen Age Ibn Khaldun jusqu'à Tacfarinas luttant contre les Romains dans les premières décennies de notre ère.<sup>7</sup> Dans le programme du parti, les revendications culturelles tiennent une place importante: l'acceptation de l'arabe en tant que langue officielle, le développement de son enseignement, l'exploration et le maintien de la civilisation arabo-islamique.

La PCA a fait un pas d'importance au début de 1951 et s'est approché des nationalistes. Il a rejeté sa prise de position selon laquelle les autochtones et les Européens pouvaient envoyer au futur parlement algérien des représentants en nombre égal et il a adopté le système électoral proportionnel.<sup>8</sup>

Ces changements survenus après 1946 renforçaient la confiance à l'égard du PCA parmi les autochtones, le nombre des adhérents a augmenté, sa composition ethnique s'est améliorée et dans les organismes dirigeants, les autochtones ont obtenu la majorité. Un rajeunissement important a aussi eu lieu. La plupart des adhérents et de ceux qui étaient dans les organismes dirigeants – comité central, bureau politique – étaient des intellectuels (médecins, avocats, enseignants). La série des changements des personnes et le renouvellement des organismes dirigeants ont commencé par l'exclusion d'Amar Ouzegan, secrétaire du parti, à la fin de 1947. Il a été rendu responsable de toutes les décisions erronées du parti prises entre 1943–1949, mais surtout de l'appréciation erronée de l'insurrection de mai 1945 et des élections de juin 1946; par ces faits, il „a gêné considérablement le rassemblement de tous les mouvements nationaux progressistes d'Algérie contre le colonialisme”.<sup>9</sup> Étant donné que la politique menée entre 1943–1946 était dictée par le PCF – et dans ceci André Marty avait un rôle important personnellement – l'opinion d'Emmanuel Sivan semble être acceptable. Amar Ouzegan était le bouc émissaire, le parti voulait démontrer par son exclusion sa rupture avec sa politique antérieure.<sup>10</sup>

À partir de la fin des années 1940, une nouvelle tendance peut être observée à propos des adhérents au parti: tandis que plus tôt – dans les années de la guerre mondiale – ceux qui ont quitté le PCA ont rejoint les nationalistes, maintenant ceux qui quittent les partis nationalistes adhèrent au PCA. Abdelhamid Benzine, le

---

<sup>7</sup> Liberté, le 29 novembre., le 28 février 1952., le 20 mars 1952 etc. Le Progres, 1953 n° 2, pp. 28–29.

<sup>8</sup> Liberté, le 25 janvier 1951.

<sup>9</sup> Liberté, le 29 janvier 1948.

<sup>10</sup> Sivan, Emmanuel: 161. La responsabilité d'André Marty qui formait autour de lui-même un véritable culte de la personnalité est renforcée par ses collaborateurs directs. Interview avec Ditmar Danielius et sa femme, Berlin le 26 mai 1984. Ditmar Danielius, antifasciste allemand, s'est évadé en Algérie à travers la France après 1943. Pendant la guerre, il était membre de direction du PCA. Sa femme était la secrétaire d'André Marty.

rédacteur du journal Alger républicain, très proche des communistes, commence son activité politique en 1940 dans le PPA, ensuite en 1950, en quittant la direction de France du MTDL, adhère au PCA. Sadek Hadjeres quitte l'organisation de jeunesse du MTDL en 1950 pour le parti communiste et en deviendra le secrétaire quelques années plus tard. Tahar Ghomsi, membre du comité central adhère plus tôt, ayant quitté la Société des Ulémas.<sup>11</sup> La composition ethnique des délégués au congrès et des organismes dirigeants entre 1947 et 1952, entre le 4<sup>e</sup> et le 6<sup>e</sup> congrès était la suivante:<sup>12</sup>

	délégués	membres (com.cent.)	membres (bur.pol.)	secrétariat
1947	63.-70.	23.-25.	9.-8.	3.-1.
1952	142.-104.	30.-17.	8.-4.	3.-2.

En ce qui concerne le nombre des effectifs, nous n'avons pas de données précises, mais, partant des références indirectes - „trois fois plus qu'en 1939”<sup>13</sup> et par les mémoires des dirigeants,<sup>14</sup> on peut conclure qu'il se situait entre 12 à 15 mille. Le nombre des adhérents autochtones a considérablement augmenté à partir de la fin des années 1940, leur proportion encore davantage, car dans le même temps de plus en plus d'Européens quittaient le parti. De nombreux membres du parti d'origine européenne ne pouvaient pas s'identifier à la revendication de l'indépendance nationale. Cela est démontré par leurs lettres écrites à la direction.<sup>15</sup>

La politique du parti était propagée par les membres communistes des organismes élus (parlement, conseils municipaux), lors des campagnes électorales ils étaient candidats du parti. Quelque cent mille personnes ont voté pour le parti, en premier lieu les Européens. Au premier collège, le parti a généralement obtenu une proportion au-dessus de 20 %, nous ne pouvons rien conclure d'essentiel des résultats du deuxième collège (3-5 %), à cause des fraudes évidente. La presse du parti avait relativement un fort tirage: Al Jazair al Jadida (Nouvelle Algérie) en langue arabe a paru en cinq mille exemplaires, La Liberté en quinze mille, L'Alger républicain, très populaire, officiellement non communiste, mais réalisant une rédaction de front unique très proche du parti, en vingt-cinq mille.<sup>16</sup> En province, la propagande orale

---

<sup>11</sup> Sivan, Emmanuel, 166-167., Khalfa, Bonalem-Alleg, Henri-Benyine, Abdelhamid: La grande aventure d'Alger républicain. Editions Mesidor, Paris. 1987. 86-88., La Voix du peuple, n° 93. (1984).

<sup>12</sup> Liberté, le 24 avril 1947., le 28 février 1952.) (première ligne les autochtones)

<sup>13</sup> Liberté, le 27 octobre 1948.

<sup>14</sup> Interview avec André Moine ex-secrétaire chargé des questions d'organisation du PCA, Paris, le 6 février 1977.

<sup>15</sup> Liberté, le 26 avril 1951., le 28 février 1952.

<sup>16</sup> Khalfa, B. - Alleg, H. - Benyine, A., 166.

était efficace et à cette époque-là – contrairement aux années 1930 – la connaissance de la langue arabe ne causait pas de souci, beaucoup de militants parlait l'arabe.

Le processus de l'intégration plus dynamique du PCA au mouvement national fut fortement gêné – et en fin de compte empêché – par sa prise de position théorique dans des questions internationales qui s'identifiait servilement à la politique étrangère soviétique après 1947 qui consistait dans la conception de bloc cominformiste-jdadoviste. Tandis que dans la politique intérieure la ligne directrice indépendante et originale est palpable de façon univoque, dans l'appréciation de la situation internationale et des questions concrètes, l'influence du PCF fondant le Kominform entre en jeu totalement, et ceci a compromis la politique de front unique national anticolonialiste des communistes algériens, et a toujours mis en méfiance les nationalistes. Le Kominform (et l'Union Soviétique) exigeait une prise de position sans équivoque de la part des partis communistes – et dans le fond de la part de toutes les forces politiques – quel bloc le parti soutiendra-t-il, le camp impérialiste réactionnaire dirigé par les Etats-Unis ou bien le camp de la paix progressiste avec l'Union Soviétique? „Il y a deux bocs, c'est incontestable. Il s'agit pour les peuples opprimés de prendre nettement position devant une réalité aussi évidente. Ne pas le faire, sous prétexte d'une fausse neutralité reviendrait en définitif à soutenir le camp ennemi.”<sup>17</sup> Dans sa propagande, le PCA a toujours associé la lutte pour la paix et le soutien de l'Union Soviétique et il l'a fait apparaître comme la condition de la conquête de l'indépendance nationale.<sup>18</sup> Ces sortes de prises de position provoquent la critique et le refus de l'UDMA même qui est pourtant très proche du parti. Au printemps 1950, Ferhat Abbas dans sa série d'articles intitulée *Le peuple algérien devant la politique des deux blocs*, analyse très objectivement et avec modération la politique du PCA. Il reconnaît que c'est le parti communiste qui est la plus proche de lui et déclare qu'à l'UDMA on ne tolère pas l'anticommunisme. Mais il souligne de façon univoque qu'ils ne suivent pas servilement l'Union Soviétique: „notre peuple doit servir sa propre cause, non cause étrangère. La délivrance de l'Algérie ne viendra ni de la Ligue Arabe, ni de l'Union Soviétique ni de l'Amérique.”<sup>19</sup> Le dirigeant de l'UDMA n'est pas exempt des illusions envers les États-Unis et l'Angleterre (les États-Unis n'est impérialiste qu'au sens économique, l'Angleterre décolonise „sagement” en Inde, en Egypte etc.), mais ceci ne passe jamais à l'anticommunisme, à l'antisoviétisme et au soutien du monde – selon lui aussi entre guillemets – „libre” et à l'acceptation de ses valeurs. Il attire l'attention plutôt sur l'expérience historique spécifique et sur la situation du „tiers monde”

---

<sup>17</sup> Liberté, le 2 juin 1949.

<sup>18</sup> Liberté, le 16 février 1950.

<sup>19</sup> La République algérienne le 7 avril 1950.

situé entre les deux blocs. „Il se peut que le régime des 'démocraties populaires' soit un régime dicatotorial, il se peut que la Russie vise à la domination du monde. Mais un fait pour nous est certain. C'est que si malheureux, si exploités et si opprimés que puissent être les peuples russe, tchécoslovaque, bulgare, polonais ouchi-nois, leurs souffrances n'atteindront jamais celle des peuples africains. En tout état de cause nous ne connaissons en fait de dictature que la dictature colonialiste qui n'est pas seulement une dictature de classe mai aussi de race ... Dans ce monde que les Occidentaux ont baptisé de monde libre, les peuples africains n'ont pas leur place.”<sup>20</sup> Dans sa séries d'articles analysant et critiquant le PCA, Ferhat Abbas formule la raison d'être d'une force politique internationale indépendante des peuples coloniaux qui ne se rallie à aucun bloc, il définit les bases de la politique appelée plus tard „neutralité positive”, enracinées dans la situation politico-historique d'après la Deuxieme Guerre mondiale. Il était probablement le premier, au moins dans les pays du Maghreb, à faire cette analyse. Des points de vue tactiques – pour profiter de l'opposition – les autres leaders nationalistes (Bourguiba, al-Fassi) reconnaissent aussi la possibilité émanant de l'opposition des blocs. Mais à l'encontre de ces hommes politiques, selon Ferhat Abbas la démarche des peuples coloniaux luttant contre le colonialisme en tant que force politique indépendante, a une importance théorique, elle n'est pas un facteur conjonctural mais constant du système politique international. Le PCA et le mouvement communiste international avaient un grand défaut de ne pas avoir reconnu – malgré les déclarations – l'UDMA et le mouvement national anticolonialiste en tant que force politique indépendante. La politique de bloc communiste – et soviétique – ne reconnaissait pas à l'époque d'alliés, seulement ceux qui s'identifient absolument avec sa politique et son idéologie.

Ferhat Abbas critique particulièrement, entre autres, la prise de position communiste concernant la Palestine. Le PCA a soutenu la résolution de partage votés enfin par l'Union Soviétique aussi. Il pensait que le responsable des événements tragiques aboutissant à la guerre n'est autre que l'impérialisme anglo-américain. Il donnait tort à la Ligue Arabe, et à l'Egypte – même au Bureau Maghrébin Arabe – de ne pas avoir discerné les manoeuvres impérialistes. Ferhat Abbas, lui-même, a refusé les résolutions de l'ONU.<sup>21</sup> Le parti ne participe pas au comité formé pour aider les Arabes de Palestine et ceci est critiqué à juste titre par les adhérents musulmans. Il a motivé son absence par le fait qu'il ne voulait pas diviser la population et détourner l'attention des problèmes algériens.<sup>22</sup> Les nationalistes ont fait la quête de six millions de francs pour aider les Arabes de Palestine, cette somme a été

---

<sup>20</sup> La République algérienne le 29 septembre 1950.

<sup>21</sup> Liberté, le 27 mai 1948.

<sup>22</sup> Liberté le 24 juin 1948.



transmise à l'ambassadeur d'Egypte à Paris par le cheik Ibrahim, chef des Ulémas.<sup>23</sup> Malgré les graves divergences de vue, les députés nationalistes refusent avec indignation la proposition de droite à l'Assemblée Algérienne d'interdire le parti communiste.<sup>24</sup>

La critique sociale de l'UDMA était enracinée dans les idées républicaines de la révolution française et qui a subi une métamorphose importante pendant la Deuxième Guerre mondiale et qui s'est cristallisée à la fin des années 1940. Le programme de l'UDMA se développait, se formait à partir de l'attachement aux idées démocratiques bourgeoises, de la confrontation continue de la réalité sociale, des conflits, ce programme, dans son radicalisme n'a pas dépassé le Manifeste, mais il était précisé, approfondi par l'expérience politique d'après 1945 et par l'intégration de l'appréciation des changements. La loi organique antidémocratique négligeant les intérêts et l'opinion du peuple algérien, la guerre d'Indochine et la répression de Madagascar ont rendu désabusé les partisans de la démocratie bourgeoise d'arriver progressivement à la démocratie réelle avec les libéraux français. Ils ont compris que le capitalisme et le colonialisme étaient inséparablement liés et qu'on ne pouvait lutter contre l'un sans attaquer l'autre.<sup>25</sup> C'est pourquoi ils dirigeaient leur lutte consciemment vers la création des bases sociales de la démocratie, vers la destruction de la domination des propriétaires fonciers européens et arabo-berbères, vers la destruction de l'oligarchie qui constituaient la charpente de la „dictature sociale, politique et économique”, vers la „création de la république sociale et démocratique”.<sup>26</sup> Ils ne veulent pas une Algérie telle qu'elle garde son caractère national, sa personnalité tout en se raccrochant au passé. Ils veulent une Algérie qui ne renonce pas à ses traditions culturelles, religieuses, linguistiques, mais se sert des résultats des sciences naturelles et crée un pays moderne de bien-être. „Partout des routes, partout des écoles, partout des laboratoires, partout des moyens modernes de travail et de production et le colonialisme sera détruit”.<sup>27</sup>

Cette conception saint-simonienne, aufclériste de la modernisation peut être appréciée comme un appel à la bourgeoisie nationale, son objectif social n'est autre que la création du citoyen. Avec ses six à sept mille adhérents, l'UDMA est resté essentiellement un parti urbain. son influence était considérable là où il y avait une forte bourgeoisie commerçante autochtone: dans le Constantinois et dans les quartiers pauvres des villes ce parti était quasiment sans influence. Non pas parce qu'il

---

<sup>23</sup> Police de renseignements, janvier 1949, note 95. Archives de Wilaya d'Alger.

<sup>24</sup> Kaddache, Mahfoud: Histoire du nationalisme algérien. Tome 2. p. 852.

<sup>25</sup> Abbas, Ferhat: La nuit coloniale, 111., Egalité le 10 octobre 1947.

<sup>26</sup> République algérienne le 1<sup>er</sup> octobre 1948.

<sup>27</sup> Abbas, Ferhat: Le régime colonial est la négation de la justice et de la civilisation. Alger 1949.

15. (Compte rendu au 2<sup>e</sup> congrès de l'UDMA, Tlemcen, les 16-18 septembre 1949.)

ne s'intéressait pas aux problèmes sociaux, mais parce que sa propagande – exclusivement la presse – et son langage semblaient être étrangers pour le monde paysan traditionnel tout comme pour les foules marginales des salariés urbains vivant à l'intérieur des conflits sociaux. Ce n'est pas par hypocrisie qu'il se référait au peuple, mais il était incapable de changer de méthodes, ainsi il ne pouvait pas s'approcher des couches populaires, il respectait à l'extrême la légalité. Il était convaincu que l'indépendance de l'Algérie était une nécessité historique en conséquence des changements survenus dans le monde, c'est pourquoi il avait confiance dans le fait qu'il serait capable de vaincre le colonialisme par ses propres armes.<sup>28</sup> Il avait son appui solide parmi les personnes exerçant une profession libérale et il avait de bonnes relations avec les intellectuels français rangés du parti de gauche (Sartre, Aimée Césaire etc.). L'UDMA était ouverte pour les deux ethnies, mais les Européens ont choisi le parti communiste, c'est là qu'ils se sentaient dans un milieu „plus national”. Contrairement au MTL D, l'UDMA choisit ses alliés – parmi eux les forces démocratiques françaises comprenant le mouvement ouvrier aussi – non pas sur la base religieuse-ethnique, mais selon leurs prise de position, leurs opinions politiques. „Pour nous les peuples quelle que soit leur religion comptent des démocrates et des impérialistes. Les premiers sont nos amis même s'ils sont chrétiens, les seconds nos ennemis même s'ils sont musulmans”.<sup>29</sup> Mais dans le MTL D la conception qui qualifiait de colonialiste le peuple français et de „collabo-réformiste” l'UDMA avait une base considérable.<sup>30</sup>

Mais par le fait que l'alliance des futurs pays indépendants du Maghreb sera fondamentale et que cette alliance sera un des piliers de ses vérités fondamentales, l'UDMA était plus proche du MTL D que du parti communiste: „l'Afrique du Nord rentrera véritablement dans l'histoire le jour où l'Union nord-africaine prendra corps.”<sup>31</sup> L'UDMA consacre une très large place dans son activité politique, dans sa propagande aux mouvements anticolonialistes, elle est solidaire avec leur lutte, n'importe si leurs dirigeants sont communistes (Indochine) ou nationalistes (Iran). Ferhat Abbas propose même „la constitution d'un front commun des nations colonisées au sein de l'ONU.”<sup>32</sup>

Le MTL D, le parti le plus influent du mouvement national n'avait pas d'enracinement idéologique aussi déterminé et aussi univoque – mais de structure organique stable non plus – que l'UDMA et le parti communiste. La victoire aux élections de novembre n'a pas atténué la division du parti. La prise de position des partisans de

---

<sup>28</sup> La République algérienne le 27 janvier 1950.

<sup>29</sup> La République algérienne le 1<sup>er</sup> octobre 1948.

<sup>30</sup> Maghreb el Arabi le 30 octobre 1948.

<sup>31</sup> Abbas, Ferhat: Le régime colonial, 17.

<sup>32</sup> La République algérienne le 20 janvier 1950.

l'insurrection armée et celle des électoralistes qui préféraient la légalité ne se rapprochaient pas. Au congrès de février 1947, une solution de compromis a été prise. Il y avait un consensus total dans le fait que c'est au MTLD que revient le rôle le plus important dans le mouvement national en tant que le seul parti national authentique. En ce qui concerne les méthodes et les rapports avec le pouvoir colonial, les divergences sont non seulement restées, mais elles se sont approfondies comme c'est prouvé par les transformations d'organisation. Les délégués du congrès illégal tenu dans la banlieue d'Alger ont voté pour la participation aux élections par une faible majorité (quatre voix en plus) et ainsi ils ont consacré la formation du MTLD. Mais ils étaient incapables de décider de la dissolution du PPA, ils ont reconnu son existence formelle. Les radicaux, en revanche, sous la pression de ceux qui rejettent complètement la légalité coloniale, ont décidé de la création d'une organisation paramilitaire, l'Organisation spéciale (OS). On lui a fixé pour but la préparation de l'insurrection armée. Formellement les trois organisations sont dirigées par le Comité Central du MTLD, certains de ses membres sont responsables de ces organisations.<sup>33</sup> Les décisions du congrès ont déterminé le sort du MTLD, le compromis a été renouvelé jusqu'en 1954, jusqu'au déclenchement de l'insurrection armée tandis que la division d'organisation cachant les divergences politiques a graduellement disloqué le parti. Le comité central reflétant les divergences par sa composition de personnes était incapable de diriger avec efficacité, même à cause des différences des méthodes des organisations. Le PPA a partiellement cessé d'exister, en 1948, lorsqu'on a décidé de son abolition, on n'a fait qu'enregistrer les faits accomplis. En avril 1948, l'élection des membres de l'Assemblée Algérienne, dans des circonstances scandaleuses, semblait justifier les partisans de l'insurrection armée: l'adoption de la légalité coloniale peut conduire dans l'impasse le mouvement national. A la séance de décembre du comité central, la discussion des formes de lutte est de nouveau à l'ordre du jour. C'est Aït Ahmed, le dirigeant de l'OS qui fait le compte rendu.<sup>34</sup> Il analyse à fond la situation du parti et, tout en prenant en considération les expériences internationales, les méthodes et les formes de lutte à suivre. A propos du parti, il constate qu'il est faible à la campagne et parmi les salariés dans les villes, son influence organisée est minime. Il a très peu de cadres idéologiquement et politiquement bien formés. Un désordre d'organisation règne dans le parti qui paralyse aussi l'OS. Il ne parle pas de l'unité du mouvement national car il prend les autres partis „pour des alliés objectifs du colonialisme”. En analysant les formes de lutte, il rejette l'idée d'une insurrection

---

<sup>33</sup> Harbi, Mohamed: *Le F.L.N. Mirage et réalité, des origines à la prise de pouvoir (1945-1962)*. Editions J.A., Paris 1980. 38-39.

<sup>34</sup> Texte intégral in Harbi, Mohamed (sous sa direction): *Des Archives de la révolution algérienne*. Editions J.A., Paris 1981.

populaire générale semblable à celle de Mokrani en 1871: une telle insurrection subirait une rapide et sanglante défaite à cause de la supériorité de l'ennemi en armes modernes. Il ne trouve pas non plus acceptables les actions terroristes soutenues par beaucoup dans le parti, il les condamne avec fermeté, parce qu'elles visent des individus et non pas le système social, mais comme „forme de défense complémentaire à l'intérieur d'une guerre populaire elles peuvent jouer un rôle". Il ne pense pas non plus que la voie chinoise ou la voie yougoslave soient à suivre, car la création des zones libérées supposerait un appui de masses, une armée ayant une efficacité du tir relativement importante et des dispositions géographiques et topographiques plus favorables et le soutien d'un État ami qui serait prêt à prendre des risques militaires et diplomatiques. Il ne pense pas que la voie proposée par les communistes soit à suivre selon laquelle un grand mouvement de masse populaire imposerait des changements fondamentaux dans le système politique de la colonie. La conclusion d'Ait Ahmed est que la forme de la lutte de libération sera une guerre populaire conduite par une équipe avantgarde militairement organisée et soutenue par des masses populaires politiquement mobilisées. Sa base sociale sera la paysannerie. Pour faire la guerre populaire réussie, il pense nécessaire mais non indispensable que les trois pays du Maghreb agissent dans l'unité et que les forces naticolonialistes soient soutenues dans leurs pays respectifs mutuellement par des luttes armées. Sa formulation prudente, plutôt une sorte de désir a été justifiée sous peu. Un mois plus tard, les délégués du MTLD négocient de la possibilité du déclenchement d'une insurrection armée concertée avec les dirigeants de l'Istiklal et du Parti Néo-Destour. Salah ben Jussef, le premier secrétaire du parti nationaliste tunisien a qualifié le projet de peu sérieux, „d'enfantin". Les dirigeants de l'Istiklal ont les mêmes déclarations, mais dans un style plus poli. Allal al Fassi a exclu l'épreuve de force avec le pouvoir colonial et a déclaré qu'ils désiraient obtenir leur but, la conquête de l'indépendance nationale formée autour de lui et avec le soutien des États-Unis.<sup>35</sup>

Le comité central a soutenu le compte rendu par une voix contre et par une abstention, ceci signifiait la supériorité des partisans de l'insurrection armée. L'abstentionniste était Messali Hadj lui-même. La cause de son abstentionnisme valant une voix contre était probablement que dans la poussée en avant des radicaux il a instinctivement pressenti l'éclipse de sa propre personne charismatique. Le sort ultérieur de sa carrière d'homme politique l'a prouvé de façon univoque. Son rôle politique joué dans les années 1930, la défense, contre tous, de l'idée nationale, avec des risques personnels perpétuels, sa peine de prison de plusieurs années pendant la guerre, son comportement devant le tribunal ont fait de lui le martyr du mouvement national. Après sa libération, la presse nationaliste et la propagande a con-

---

<sup>35</sup> Harbi, Mohamed: Le F.L.N., 54.

sciemment cultivé son martyre. On a commencé à l'appeler zaim (mélange du chef et de tribun). Son autorité n'est pas encore marquée d'un point d'interrogation à l'époque, mais pour garder son influence dans le parti, il est déjà obligé de manoeuvrer dans des questions personnelles. Le comité central a donné carte blanche à Lamine Debaghine, le dirigeant des radicaux, dans la formation des relations étrangères qui étaient très importantes en ce qui concerne l'achat des armes. Mais au poste de premier secrétaire créé sur la proposition de Messali Hadj, c'est son candidat Hocine Lahouel qui a été élu, ainsi, il pouvait tenir entre ses mains l'appareil du parti.<sup>36</sup> Messali Hadj ne s'identifie pas à l'idée de l'insurrection armée, mais sa proposition de compromis – plus tard ses propositions – possible, dans une mesure de plus en plus diminuante, de se faire accepter par les adhérents du parti et de pouvoir agir autoritairement sans prendre en considération les prises de position des associations. Cela est facilité par le fait que le parti n'a pas de statuts dont la création est impossible à cause de la lutte pleine de discordes personnelles et à cause des compromis plutôt paralysants que dynamisants des deux tendances opposées. Jusqu'en 1953, le parti n'a pas de programme élaboré non plus, il est remplacé par des prises de position dans des questions concrètes et des discours-programme lors des élections. Tout cela contribue au fait que Messali Hadj devient le point de ralliement remplaçant le programme. Par la suite de la décision du comité central, c'est Ait Ahemd qui dirigera l'organisation de l'OS. L'organisation constituée de groupes de base de quatre membres qui entretenaient une correspondance entre eux d'une façon indirecte, conspirative, un an plus tard avait déjà 1000–1500 adhérents lorsqu'à la place d'Ait Ahmed était arrivé Ben Bella. Ce sont surtout les soldats qui avaient combattu sur les fronts en Europe pendant la guerre qui sont enrôlés, mais il y a parmi eux beaucoup de jeunes qui ont rallié le PPA après mai 1945. La direction qui elle-même a des expériences politiques et de lutte, organise des stages où les participants acquièrent des connaissances politiques fondamentales. Mais le thème principal des séminaires est l'étude des mouvements révolutionnaires, l'étude de la théorie et de la pratique des guerres de partisans (Irlande, Union Soviétique, Yougoslavie).<sup>37</sup> L'organisation – faute d'argent – trouve difficilement des armes, ainsi elle entre rarement en action. La plus spectaculaire en était le hold-up de la poste d'Oran le 5 avril 1949. La police ne pense pas que derrière l'action il y ait des motifs politiques, qui ne se révéleront qu'une année plus tard quand l'aveu de la victime d'un règlement de compte intérieur conduit en prison plus de 300 membres de l'OS. Son dirigeant, Ben Bella est condamné aux travaux forcés à perpétuité. Ait Ahmed part pour le Caire dans l'illégalité, il est suivi d'un député parlementaire, Mohamed Kider, qui s'était mêlé malgré

---

<sup>36</sup> Ibid 54.

<sup>37</sup> Ait-Ahmed, Hocine: Mémoires d'un combattant, 136.

lui du hold-up de la poste (les activistes de l'OS se servaient de sa voiture). En 1952, Ben Bella s'est évadé de la prison de Blida. Ce groupe de Caire, complété plus tard d'autres, maintiendra l'insurrection armée. Mais dans leur pays, les partisans de la légalité se renforcent et la liquidation de l'OS semble leur donner raison. La cohésion du MTLD ne s'affirmit pas. Dans le plus grand parti du mouvement national algérien ayant plus de trente mille membres, le désordre idéologique et politico-tactique continue de régner, et dans la direction il y a des querelles personnelles perpétuelles. Le nouveau parti se trouve dans l'état de la crise permanente. Derrière cet état de crise on peut déceler les changements survenus dans la société.

L'Algérie, au début des années 1950 est toujours une société agraire, mais avec la structure inchangée de la propriété, la forte croissance démographique fait venir de nouvelles masses dans les villes (pour une plus faible part, en France). On a peu d'espoir d'avoir une sécurité sociale stable et d'accéder à un statut social plus élevé. La répartition de la population par rang d'âge contribue aussi à accroître la tension sociale: en 1948, plus de 50 % des habitants ont moins de 20 ans.<sup>38</sup> Cette jeune société ayant toujours des soucis d'existence et qui ne voit pas de perspective réelle, après la guerre mondiale, chargée du vécu tragique, entre pour ainsi dire en coup de vent dans la politique. Son désespoir ne fait qu'augmenter à cause de la limitation forte et brutale de l'exercice des droits de liberté déclarés. Ni l'UDMA ni le PCA n'est pas capable d'organiser cette immense foule amorphe. Pour elle les idées de 1789 ne disent rien, elle a de l'attachement instinctif à l'idée de l'affranchissement social, mais sa situation instable, sa qualité non intégrée et l'omniprésence physique du pouvoir colonial – symbolisée par les habitants européens – la rend sensible uniquement à l'oppression nationale. Cette foule s'adresse instinctivement, amid d'une façon compréhensible, au MTLD qui proclame la libération et exclusivement la libération nationale. La transformation du PPA qui a rompu avec l'ENA, commence déjà dans les années 1930, mais il finira par devenir un parti populiste au début des années 1950, après la formation du MTLD. Sa base d'ouvriers perd complètement son influence, mais la base sociale du parti s'élargit des couches intermédiaires, de la couche des petits propriétaires ayant un avenir incertain, mais surtout d'énormes masses populaires pauvres des banlieues. Le MTLD couvre la structure de la société autochtone et devient un parti populiste, d'inter-classes. Il concentre plutôt qu'organise les nouvelles couches socio-populaires des villes qui sont porteuses des valeurs traditionnelles de la campagne étant donné que leur voie vers l'intégration sociale est bloquée. Elles apportent avec elles et gardent aussi les cadres de l'organisation sociale: ceux qui appartiennent à la même tribu ou à la même grande famille, s'installent au même endroit. C'est pourquoi, si un des mem-

---

<sup>38</sup> Kaddache, Mahfoud: Histoire du nationalisme algérien. Tome 2. pp. 738 – 740.

bres importants de la communauté adhère au MTLN – plus rarement au PCA – des familles ou bien les habitants de toute une rue le suivent.<sup>39</sup> (Un phénomène identique a été observé au Maroc par les sociologues français qui examinaient la structure des habitants des grandes villes,<sup>40</sup> et ceci est démontrable avec beaucoup de vraisemblance en Tunisie d'après les études de Mustapha Kraïem concernant la mouvement syndical.) Il était impossible d'organiser cette foule dépourvue de ses racines dans des partis dits classiques (PPA et le MTLN) qui suivaient des modèles européens (de parti communiste). La constatation selon laquelle il régnait une „discipline absolue” dans le parti et que l'appareil tenait l'organisation entre ses mains semble être exagérée, soutenue par des documents officiels du parti exprimant seulement du désir.<sup>41</sup> Quand on adopte enfin les statuts au deuxième congrès (1953), ils ne peuvent même être mis en pratique car la crise dans le parti est tellement profonde que ses jours sont comptés.

Le MTLN, conformément au niveau de la culture politique de ces couches populaires – surtout sur la base de sentiments et instinctivement – exprimait l'idée de l'existence nationale: „la nation algérienne est une réalité incontestable inscrite dans le cœur de chaque Algérien.”<sup>42</sup> L'incarnation de cette nation est le peuple, c'est à lui seul qu'appartient la souveraineté nationale et il exclut n'importe quel groupe privilégié. Cette organisation algérienne est constituée d'habitants autochtones arabo-berberes; les Européens renonçant au privilège y ont leur place, ils peuvent acquérir la nationalité algérienne „dans la mesure où ils se sentiront fils de la patrie algérienne et agiront en tant que tels”.<sup>43</sup> Le mérite incontestable du parti est qu'il entretient le sentiment de l'égalité nationale face aux oppresseurs dans cette foule qui était toujours blessée dans son être humain et national, surtout en accentuant le respect des traditions culturelles et religieuses. Le parti fait le relèvement de la politique des ulémas qui après la guerre n'assument guère de rôle politique. Mais il veillait à ce que l'islam ne soit pas l'idée maîtresse: „le nationalisme algérien n'est pas une sorte de contrecroisade” a-t-il souligné dans sa prise de position.<sup>44</sup> Dans son idéologie et dans sa propagande, les éléments religieux-culturels étaient confondus, de même que l'idée de l'égalité sociale et de la démocratie bourgeoise reflétant ainsi les aspirations et les désirs des habitants autochtones.

---

<sup>39</sup> Harbi, Mohamed: *Le F.L.N.* pp. 80–81.

<sup>40</sup> Montagne, Robert (sous sa direction): *Naissance du prolétariat marocain. Cahiers d'Afrique et l'Asie III.* Peyronnet, Paris 1952. PP. 21–27.

<sup>41</sup> Kaddache, Mahfoud: *Histoire du nationalisme algérien.* Tome 2. 804.

<sup>42</sup> *El Maghreb el Arabi*, le 12 septembre 1947.

<sup>43</sup> *Principes directeurs de la lutte du mouvement national algérien.* Alger. MTLN 1951. in Collot, Claude–Henry, Jean–Robert: *Le mouvement national algérien*, 304.

<sup>44</sup> *Ibid* 302.

Cet élclectisme était bien personnifié par Messali Hadj qui jouissait sans doute d'une grande considération parmi les habitants. Ses discours incendiaires ont véritablement enfiévré son auditoire et l'ont tout de suite poussé à l'action. Ses tournées de propagande ont toujours été accompagnées de manifestations et d'affrontements sanglants. Mais à l'intérieur du parti, il aspirait au pouvoir absolu et, guidé par la vanité, c'est lui qui voulait prendre la décision définitive. A la séance du comité central de mars 1950, il a essayé de créer pour lui-même la présidence à vie ayant le droit de veto, mais le CC s'opposait avec succès.<sup>45</sup> Dans le même temps, la direction ne l'ignorait pas qu'il était un personnage indispensable et qu'il construisait consciemment son charisme dans la lutte politique légale aussi. On l'a comparé à Lénine, à Kemal Pacha, à Washington et on le tenait pour le fondateur de l'Algérie.<sup>46</sup> Il est indiscutable que sa personne était identifiée au nationalisme algérien, au mouvement national jusqu'au déclenchement de la guerre de libération (le 1<sup>er</sup> novembre 1954). Lors d'une de ses tournées de propagande, en avril 1952 il a été arrêté, mis sous surveillance de police, on l'a mis en résidence surveillée à Niort en France. D'ici même il a essayé de diriger le MTL D, mais il ne retournera jamais dans son pays.

Le MTL D a un grand défaut: il n'a pas de programme social élaboré. Mais dans le mouvement de revendication des travailleurs, les activistes et les membres de la CGT et du MTL D, malgré leur opposition idéologique, ont bien coopéré.<sup>47</sup> Cette coopération était encore plus fructueuse dans le mouvement pour la paix. En ce qui concerne le jugement de la guerre d'Indochine et le soutien de la lutte d'indépendance du peuple vietnamien, l'accord était total parmi les partis du mouvement national. Le MTL D et le PCA ont plusieurs fois organisé une démonstration politique de protestation commune ou bien des grèves de dockers refusant l'embarquement des bateaux en partance pour le Vietnam.<sup>48</sup> Ils se sont désolidarisés de la guerre de Corée, mais dans le déclenchement de celle-ci, le MTL D a rendu l'Union Soviétique aussi responsable que les États-Unis.<sup>49</sup> Son opinion sur l'Union Soviétique n'est pas aussi nuancée que celle de l'UDMA, mais l'attitude politique de l'Union Soviétique était identifiée de façon conséquente à celle des États-Unis par le MTL D – surtout à cause de sa prise de position concernant la question palestinienne en 1947. Au congrès de Wroclav du mouvement pour la paix (avril 1949),

---

<sup>45</sup> La Nation Algérienne, (organe de „ceux du comité central” s'opposant a Messali Hadj) le 1<sup>er</sup> septembre 1954.

<sup>46</sup> Le problème algérien. Alger, MTL D 1951. 12.

<sup>47</sup> Taleb, Abderrahim: Le mouvement syndical algérien de 1943 à 1954 et ses rapports avec les partis politiques. Méditerranée Tanulmányok III. Szeged – JATE 1989. 92.

<sup>48</sup> Liberté, le 23 mars 1950.

<sup>49</sup> Algérie libre, le 1<sup>er</sup> août 1950.



les délégués des trois partis ont pris acte d'une déclaration commune. Un des paragraphes de celle-ci revendiquait la reconnaissance du droit du peuple algérien de créer son propre État souverain.<sup>50</sup> Une déclaration d'une teneur identique a été signée l'année suivante au congrès mondial de la paix tenu à Varsovie.<sup>51</sup> Mais en Algérie même, un document pareil favorisant la formation de l'unité du mouvement national n'a pas été accepté jusqu'en 1951, malgré l'intention souvent répétée des trois partis. Mais à cette époque de tels événements ont eu lieu qui ont incité les partis à former le front unique.

L'arrestation des activistes et des membres de l'OS a provoqué la sympathie unanime dans les trois tendances du mouvement national. À partir du printemps 1951, quand leur procès a commencé, les trois partis ont organisé ensemble les actions de protestation. Le 15 mars, de l'initiative locale, on constitue le comité luttant contre l'oppression à Tabessa. Ce comité s'adresse dans un appel aux directions nationales à la formation de l'union à l'échelon le plus élevé aussi.<sup>52</sup> En avril, les partis nationalistes marocains ont signé un pacte unitaire et ils ont appelé les nationalistes algériens à suivre leur exemple. C'étaient les ulémas qui offraient leurs bons offices aux partis. Les communistes leur ont demandé de faire cela au début marx, en se référant à l'exemple formant l'union de Ben Badis en 1936. Le cheik Tabessi, lors de ses négociations avec les dirigeants du MTLD en avril, en se référant à l'exemple des Marocains, prend argument du fait „qu'il ne faut pas que l'Algérie reste à la traîne” et il demande des efforts et de la souplesse au parti de Messali Hadj.<sup>53</sup> L'argument définitif a été donné par les expériences des élections déroulées cette année-là, ces expériences étaient plus négatives que celles l'année 1948. En février, les mandats de la moitié des députés de l'Assemblée Algérienne ont été renouvelés, en juin avaient lieu les élections parlementaires. Les deux élections se sont déroulées dans une ambiance d'intimidation et elles étaient pleines „les quinze élus du second collège n'ont pas été élus mais nommés”.<sup>54</sup> Il a été prouvé de nouveau que la lutte menée dans le cadre de la légalité coloniale aboutissait à une impasse. Mais les partis en faisaient l'expérience séparément et comme dernière possibilité, il leur est resté l'espoir que s'ils unissent leurs efforts, ils réussiront à arracher des changements importants au pouvoir dans le cadre légal. Le 22 juin, le PCA s'est adressé par lettre à UDMA et au MTLD et a proposé d'organiser ensemble des actions pour la libération des prisonniers politiques. Mais le 8 juillet, il présente déjà le

---

<sup>50</sup> Maghreb el Arabi, le 29 avril 1949.

<sup>51</sup> Liberté, 1950.

<sup>52</sup> Liberté, le 15 mars 1951.

<sup>53</sup> Rapport de police des Renseignements généraux 1951, le 1<sup>er</sup> mars; n. 1436 le 18 avril. n. 2706. Archives de wilaya d'Alger.

<sup>54</sup> Boumedjel, Ahmed: L'Algérie unanime. Esprit, 1951. n° 10. 515.

projet de la formation du Front National, en renouvelant son appel de juillet 1946.<sup>55</sup> Les négociations des trois partis et des ulémas commencées deux semaines plus tard ont vite donné des résultats. Le 25 juillet ils ont adopté une déclaration commune dans laquelle ils ont annoncé la formation de la commission d'organisation du Front Algérien pour le respect et la défense de la liberté. La commission – en s'assurant le concours de personnalités indépendantes – a pu convoquer le congrès inaugural du front le 5 août. La résolution acceptée à l'unanimité et sans débat a sanctionné en tant que programme du Front Algérien les objectifs acceptés déjà le 25 juillet par la commission d'organisation. Ces objectifs ont appelé les masses à créer la vie publique démocratique: il faut annuler les résultats des élections de juin, il faut respecter la liberté de vote, les droits des libertés publiques (de conscience, d'opinion, de presse, de réunion), il faut libérer les prisonniers politiques et il faut que le pouvoir colonial mette fin à l'ingérence dans les affaires culturelles des musulmans.<sup>56</sup> Les cadres d'organisation ont été formés qui, pour l'essentiel, étaient conformes à ceux du Congrès Musulman. A partir de la direction nationale (Comité directeur) jusqu'aux comités locaux, les partis et les personnages indépendants se faisaient représenter proportionnellement. Ils pensaient organiser des meetings de masse, tenir des conférences de presse, adresser des pétitions aux autorités. Ils envoient une délégation spéciale en France et là, ils établissent des rapports avec des leaders politiques, des partis, des députés parlementaires pour mobiliser l'opinion publique au soutien du Front Algérien. La formation rapide de celui-ci était possible à cause de son programme concret contenant des revendications minima, il ne touchait pas aux questions théoriques, il était essentiellement un accord d'unité d'action. Le Front avait jusqu'à la fin de cette année-là trente-six comités locaux. Ceux-ci ont organisé de nombreuses réunions, manifestations, actions de protestation contre l'arbitraire des autorités locales et démonstrations exigeant l'acquittement des condamnés dans le procès de l'OS.<sup>57</sup>

Étant donné que le programme du Front Algérien était limité, il n'était pas propre à mobiliser les masses à long terme. C'est pourquoi le MTLN, le plus sensible au problème national, tout de suite après la formation, a proposé d'approfondir, d'élargir le programme de telle manière qu'il contienne l'objectif politique du mouvement national. „L'Union réalisée au sein du Front est une union limitée. Cette union pour être fructueuse, pour entraîner l'adhésion totale des masses, pour développer les facultés créatrices doit s'étendre à des objectifs plus vastes. Le F.A.D.R.L. devra élargir son programme d'action jusqu'à l'indépendance et la souve-

---

<sup>55</sup> Liberté, le 28 juin 1951. et le 12 juillet.

<sup>56</sup> Alger républicain les 5-6 août 1951.

<sup>57</sup> Liberté le 30 août., Algérie libre le 8 septembre et le 22 nov. 1951.

raineté nationale de notre pays.”<sup>58</sup> Mais au lieu de cela, une fausse démarche du PCA a réduit le dynamisme initial même du Front quand il a participé en octobre aux élections cantonales. La décision du parti excitait la méfiance des partis nationalistes et de leurs électeurs, car c’est justement les fraudes électorales successives qui ont donné jour au Front. La déclaration commune de l’UDMA et du MTLD appelant à l’abstention a été massivement suivie, la proportion des participants au deuxième collège n’a pas atteint 30 %.<sup>59</sup> A partir de cette époque, l’unité fragile du Front s’est dissoute et les nationalistes ont recommencé à mettre en question le caractère national du PCA et lors de la création de l’union régionale des forces anticolonialistes, ils ne comptaient plus sur le parti. Le 2 février 1952, de l’initiative du chef des ulémas algériens, les partis nationalistes maghrébins – deux partis tunisiens, quatre marocains, deux algériens – ont créé un front unique et d’action d’Afrique du Nord, qui coordonnera leur lutte pour la libération de l’Afrique du Nord.<sup>60</sup> La formation du front unique fut une réaction à l’oppression brutale du mouvement national tunisien (arrestations, action militaire). Mais à la suite de sa formation, le front ne se faisait pas entendre en ce qui concerne les actions. Même les actions de solidarité avec les patriotes tunisiens ont été organisées par le Front Algérien dans les mois de printemps. Mais son existence formelle a clairement indiqué que le processus de décomposition du front unique du mouvement national algérien était irréversible. A partir du mois de mai, l’UDMA ne participe plus aux séances du secrétariat du Front, les ulémas se sont aussi retirés.<sup>61</sup> Messali Hadj est interdit de séjour en Algérie à la fin du mois d’avril et est tenu en surveillance en France. Le débat concernant le caractère du parti, la tactique, se renflamme dans le MTLD. Jusqu’ici, l’existence du Front Algérien et son activité couvrait dans une certaine mesure sa crise intérieure. Le secrétariat du Front tient encore une séance au début de juin qui sera la dernière. Au cours de l’été, le Front Algérien, sans le déclarer, cesse d’exister. A la fin d’août, le PCA essaie de le ranimer – sans résultat. Le parti, en examinant sa propre activité à l’intérieur du Front, signale, avec une autocritique juste, son sectarisme et que, en employant des formules sèches, il a rétréci l’activité du Front à la lutte contre répression, et les organisations de base se sont renfermées sur elles-mêmes.<sup>62</sup> Cette analyse fut renforcée plus tard par le secrétaire du parti, Larbi Buhali lorsqu’il a démontré la cause de la décomposition rapide du Front dans le fait que celui-ci n’avait pas dépassé son propre programme

---

<sup>58</sup> Algérie libre le 25 août 1951.

<sup>59</sup> Algérie libre le 20 octobre 1951.

<sup>60</sup> Algérie libre les 16 février 29 mars 1952.

<sup>61</sup> République algérienne le 23 mai 1952.

<sup>62</sup> Liberté le 28 août 1952.

et n'avait pas formulé le problème de l'indépendance nationale.<sup>63</sup> Le MTLD a vu de la même manière la cause de la dissolution du Front.<sup>64</sup> Mais un peu plus tard, il a exprimé son doute traditionnel: est-ce que le PCA est un parti national qui, même s'il lutte pour l'indépendance, il ne le fait que pour „soviétiser le pays”.<sup>65</sup>

La brève activité du Front Algérien n'était pas si forte et si profonde qu'elle ait pu enraciner l'expérience de l'unité dans le mouvement national. Mais son échec renforçait de nouveau la tendance de la négation radicale de la légalité coloniale, la position des partisans de la lutte armée. Ces derniers seront encouragés par l'exemple des nationalistes algériens et marocains suscitant la guérilla et par l'Egypte des Officiers Libres.

---

<sup>63</sup> Interview avec Larbi Buhali, le 26 mars 1974 Alger.

<sup>64</sup> Algérie libre le 1<sup>er</sup> octobre 1952.

<sup>65</sup> Algérie libre le 1<sup>er</sup> novembre 1952.

## Le Rassemblement populaire du Tunisie (1936 – 1938)

A partir du printemps 1936, la Tunisie entre dans une phase nouvelle. En effet, suite à la révocation du Résident Général Peyrouton (21 Mars 1936) et son remplacement par Armand Guillon, le climat politique va connaître une nette amélioration.

Le nouveau Résident inaugure son mandat par des mesures d'apaisement qui vont se conjuguer avec le succès des listes du Front populaire aux élections générales française de Mai 1936 pour favoriser l'émergence d'espoirs et d'enthousiasmes parmi les forces politiques et sociales.

C'est dans ce contexte que se constitue un „Rassemblement populaire de Tunisie”, regroupant les partis et les organisations se réclamant du Front populaire. Le regroupement se fixe des objectifs ambitieux, il s'agit d'apporter le soutien de la Tunisie au nouveau gouvernement, repousser à jamais le danger des ligues fascistes qui avaient leurs prolongements dans le pays et surtout trouver un terrain d'entente avec le mouvement nationaliste pour faire aboutir certaines revendications nationales immédiates, afin de garantir la mobilisation du peuple tunisien à côté de la France dans le cas d'un conflit avec les puissances fascistes.

Le Rassemblement mène une activité intense, contribue au développement des actions de masses, à la conscience de la classe ouvrière tant européenne que tunisienne, mais son action sera marquée par des limites dues à des facteurs tant objectifs que subjectifs et n'arrivera pas à attirer vers lui les partis nationalistes, bien au contraire ils verront en lui un concurrent sérieux.

### I. La naissance d'un espoir: (Avril – Mai 1936)

Depuis le 3 septembre 1934, le mouvement nationaliste et les forces de gauche de Tunisie connaissent une rude épreuve. En effet, à partir de cette date des mesures d'éloignement vers les territoires militaires frappent les militants destouriens et communistes.<sup>1</sup> D'autres mesures se succéderont au fil des mois qui vont suivre, ainsi de nombreux jugements seront prononcés, des restrictions toucheront également la presse tant locale<sup>2</sup> que métropolitaine<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Le 3 Septembre 1934, 8 Destouriens et 6 Communistes font l'objet d'arrêtes d'interdiction de séjour dans les territoires civils de la Régence. Ils résideront dans les territoires militaires du sud.

<sup>2</sup> „El Amel”, organe du Néo-destour et „Tunis-socialiste”, organe de la fédération socialiste sont interdits par arrêtes du 1 Septembre 1934.

Cette repression qui va s'abattre sur la Tunisie durant plus de 20 mois prenait sa force d'un arsenal juridique<sup>4</sup> mis en place par les Résidents Manceron et Peyrouton au cours des années 1933 et 1934, afin de faire face d'une „manière légale” à la montée des luttes populaires en guise de protestation contre les conséquences de la crise et du marasme économique qui commençaient à se faire sentir depuis la fin de 1932<sup>5</sup>.

La repression coloniale réussit certe à imposer un calme qui est resté toujours précaire. En effet, destoriens et dans un degrés beaucoup moins important / les communistes profitèrent toute occasion (fêtes religieuses, cérémonies) ... pour diffuser des tracts clandestins et appeler le peuple à manifester et à revendiquer l'élargissement des détenus, le retour des exilés.<sup>6</sup> Le 28 Mars 1935, une grande manifestation nationaliste, regroupant 30.000 personnes.)

La protestation prend un caractère spectaculaire au début 1936 comme le prouve la manifestation grandiose du 22 février dans laquelle les étudiants de l'Université Zitouna jouèrent un rôle important. Par son succès, ce nouveau affrontement montre les limites de la politique répressive qui n'arrive pas à décapiter la résistance nationale et „calmer les esprits,,.

Ce prolongement du malaise est avant tout l'expression des difficultés économiques et la misère qui touchaient de larges couches de la société. Cette endurance s'explique également par les nouvelles formes d'actions utilisées par le parti nationaliste Néo-destour dont l'influence restait grande malgré la repression.

Cette résistance avait également un écho en France et particulièrement à Paris qui connaît en ce début 1936 d'énormes actions de masses dans le cadre de la préparation des élections générales de Mai.

---

<sup>3</sup> Les Autorités coloniales interdisent la diffusion dans La Régence des journaux métropolitains „L'Humanité” et „Le Populaire”.

<sup>4</sup> Les décrets du 6 Mai 1933 établirent que „la mise en surveillance administrative n'est pas considérée comme une peine” et que le Résident Général de France en Tunisie après consultation du Conseil des Ministres pouvait par simple arrêté déporter ceux qui auraient commis des actes d'Hostilité envers le Souverain et la nation protectrice. Deux autres décrets (< 15 Avril 1934 et 1 Juillet 1935) vont accroître les pouvoirs discrétionnaires du Résident qui peut désormais, sans consultation préalable, prononcer des peines d'interdiction de séjour.

<sup>5</sup> Liauzu (Claude) Salariat

<sup>6</sup> Nous citons à titre d'exemple, la distribution de tracts et les manifestations du 1 Janvier 1935 (la veille du 27-ème Tamadan à l'occasion de la visite traditionnelle du bey à la Grande mosquée).

En effet les journaux de gauche n'ont pas cessé de mener campagne contre les mesures répressives des autorités coloniales de nombreuses manifestations sont organisées pour soutenir la lutte des peuples coloniaux.<sup>7</sup>

C'est dans ce contexte que le gouvernement français décide la révocation de Marcel Peyrouton le 21 mars et son remplacement par Armand Guillon.

Dès son arrivée à Tunis, le nouveau Résident prend une série de mesures d'apaisement et opère un changement d'attitude à l'égard des forces politiques de Tunisie.<sup>8</sup>

Cette option sera encore plus confirmée à partir du début de mai avec la victoire des listes du Front populaire.

Changement dans la métropole et mesures libérales en Tunisie vont provoquer un élan d'espoir et d'enthousiasme parmi les forces politiques et syndicales de la Régence.

C'est ainsi que le 17 mai 1936 „Tunis-socialiste” organe de la Fédération socialiste reparait de nouveau, les journaux métropolitains dont l'Entrée fût interdite depuis septembre 1934, peuvent être diffusés librement.<sup>9</sup>

Début juin, le Parti Communiste Tunisien s'organise sur des bases légales et se dote de structures de direction, quelques mois plus tard il publiera un hebdomadaire „L'Avenir social”.<sup>10</sup>

Du côté syndical, on allait voir pousser de tous les coins des syndicats, il y aura une seule C.G.T. après la réunification opérées par les unitaires et les Confédérés de Tunisie, suivant l'exemple de leurs camarades de France.<sup>11</sup>

---

<sup>7</sup> Plusieurs journaux et organisations de la métropole ont soutenu la lutte du peuple tunisien au moment de la répression (1934-36), nous citons la Ligue des droits de l'homme et du citoyen, le Secour rouge international, la Ligue française contre l'impérialisme et l'oppression coloniale. Cette dernière a mis sur pied plusieurs comités de soutien en faveur de la cause tunisienne.

<sup>8</sup> Déjà, le 14 Avril 1936, à la veille de son départ pour Tunis, le Résident fait une déclaration libérale „Dépêche tunisienne”, 15 Avril 1936. Le 23 Avril 1936, prend des mesures d'apaisement, il amnistie les étudiants, lève l'interdiction de séjour frappant le journaliste Serge Moitti et autorise la réapparition de „Tunis-socialiste”. Le 25 Avril il supprime les camps de concentration. Le 12 Mai rencontre les leaders destouriens qui sont transférés à Djerba et Gabès. Le 22 Mai les déportés sont autorisés à rentrer dans leurs foyers.

<sup>9</sup> Archive du Quai d'Orsay, série Tunisie 1917-1940, télégramme du 7 Mai 1936 du Résident Général, informant que les décrets portant interdiction des diffusions des journaux „Le Populaire” et „L'Humanité” sont abrogés.

<sup>10</sup> „L'Avenir social”, organe du Parti Communiste Tunisie reparait le 7 Novembre 1936.

<sup>11</sup> „Tunis-socialiste”, 17 Juin 1936.

Le Néo-destour, réagit positivement à la conjoncture nouvelle, tient son conseil national le 10 juin 1936 et accorde au gouvernement du Front populaire „un préjugé favorable,, et dresse un programme minimum de revendications immédiates.<sup>12</sup>

Avant même la tenue de cette instance, Bourguiba Secrétaire Général du Néo-destour adresse une lettre au secrétaire de la Fédération Socialiste de Tunisie où il se déclare „convaincu que les partis de gauche qui forment le Front populaire (...) auront à coeur d'aborder le problème fondamental des rapports franco-tunisiens ...". Bourguiba conclut son message en affirmant son entière disposition pour une prise de contact avec tous les partis constituant le Front populaire afin d'élaborer une liste des revendications immédiates.<sup>13</sup>

Enthousiasme des partis de gauche et préjugé favorable du Néo-destour pourront-ils favoriser la création d'un cadre commun semblable au „Congrès musulman" d'Algérie qui a fait son premier meeting à Alger le 7 juin 1936.

## II. Mise en place rapide du rassemblement populaire de Tunisie

Dans sa réponse au message de Bourguiba, Cohen-Hadria ne se montre pas pressé lorsqu'il lui indique qu'il n'est pas en mesure de donner suite aux propositions formulées avant la tenue du Congrès fédéral prévu pour le 21 juin 1936.<sup>14</sup>

Avant tout, il faut manifester sa joie, exprimer ses émotions. En effet, c'est la Fédération socialiste qui prend l'initiative d'organiser une manifestation populaire pour fêter la venue au pouvoir du gouvernement du Front populaire.

Afin de garantir toutes les chances de succès à la fête, il est paru indispensable aux socialistes d'inviter tous les groupements se réclamant en Tunisie du Front Pop. Ainsi, un comité s'est chargé à Tunis de fixer le programme de la manifestation prévue pour le 14 juin 1936.<sup>15</sup>

A vrai dire, les socialistes étaient les mieux préparés pour prendre une telle initiative. Certes, le groupement avait connu des difficultés au cours de la période 1934-1936, cependant les tracasseries n'avaient pas pris l'allure connue chez les Destouriens et les communistes et leur journal a pu paraître comme quotidien dès le 17 mai.

C'est Eva Fichet qui préside le meeting imposant qui se déroule en plein air au CAMBETTA-PARK. 10 à 15.000 personnes sont dans l'enceinte, plusieurs orateurs se succéderont à la tribune: HERMANN au nom de la C.G.T., ROBERTE BIGIAOUT au nom de la ligue des Femmes pour la paix et la liberté,

---

<sup>12</sup> Histoire du mouvement nationale, le Néo-destour et le Front populaire en France (1936-38), „Le Dialogue", édition Dar El Amel, Tunis 1979, page 3.

<sup>13</sup> H.M.N. op. cit. p. 25, Lettre de Bourguiba au Secrétaire de la Fédération Socialiste du Tunisie, datée 01.06.1936.

<sup>14</sup> H.M.N. op. cit. p. 27, Réponse de Cohen Hadria à Bourguiba datée 04.06.1936.

<sup>15</sup> „Tunis-socialiste", le 3 Juin 1936.



SAADAOUT au nom du parti Communiste, BENJAMIN LEVY pour le parti radical socialiste et DURAND – ANGLIVIEL pour le parti socialiste.

Le succès est grand, parmi l'assistance un grand nombre de tunisiens musulmans et le meeting se déroule dans un grand enthousiasme.

Cependant, deux faits importants sont à signaler: les partis nationalistes (Vieux et Néo-destour) ne sont pas représentés, de même un incident qui aura des prolongements, intervient en plein meeting. Ali Karoui (militant syndicaliste de la première C.G.T.T. des années 1924 – 1925 qui vient de retourner de son exil égyptien) prend la parole mais avant qu'il ne termine son intervention, la présidente lui retire le micro pour „non respect des règles de la réunion”. L'incident ne passera pas sous silence, des commentaires et des explications paraissent dans les journaux.<sup>16</sup>

En somme, la manifestation était promettante, mieux elle a révélé la nécessité de trouver un terrain d'entente avec ce grand absent qu'est le nationalisme. Il s'agit de prendre en considération ses revendications et éviter les attitudes sectaires.<sup>17</sup>

Sur cet aspect, les premières prises de positions étaient très modestes. En effet, face à la question coloniale le programme du Front populaire signé par le P.C.F., les socialistes, les syndicats et le Parti radical socialiste, publié le 11 janvier 1936 ne prévoyait que „la constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur la situation politique économique et morale dans les territoires français d'Outre-Mer, notamment dans l'Afrique du Nord et l'Indochine”.

Bourguiba, qui comprend bien les raisons de cette défaillance due principalement à l'opposition des radicaux,<sup>18</sup> demande aux représentants du Front populaire en Tunisie surtout Communistes et Socialistes d'aider le Destour dans son action „Pour faire comprendre au gouvernement français l'urgence et la nécessité des revendications immédiates”.<sup>19</sup>

---

<sup>16</sup> Cohen-Hadria, Du protectorat français à l'indépendance tunisienne „Souvenirs d'un témoin socialiste”. C.M.M.C. Nice 1976. Il relate ainsi l'événement P 122, „un certain Karoui se présente à Eve Fichet au nom de la C.G.T.T. et demande à dire quelques mots. Il s'engage à respecter la discipline ... Dès les premiers mots Karoui prend un ton provocateur. Le groupe qui l'accompagne et essaie de prendre la tribune d'assaut. Le service d'ordre, un moment surpris. N'a aucun mal à les chasser de la tribune”. En réponse aux différents commentaires parus dans les journaux, Eve Fichet s'explique dans „Tunis-socialiste” du 19 Juin 36. „Karoui n'aurait pas du parler n'étant représentant d'aucun des groupements qui fetaient la victoire du Front populaire ... qu'il ait des idées intéressantes, c'est possible, mais qu'il pense que cela lui donne le droit d'en feindre toutes les règles d'une réunion, il sem trompe”.

<sup>17</sup> Cohen-Hardia, op. cit. p. 122, Nous informe „qu'un communiqué vigoureux a la rédaction duquel les communistes avaient pris une part particulièrement active” condamnant l'accident et le rôle de Karoui a été rendu public le lendemain par les organisateurs du meeting.

<sup>18</sup> „L'Action tunisienne”, 16 Décembre 1936, Article de Bourguiba, Le Front populaire et nous.

<sup>19</sup> Idem.

La Rassemblement de Tunisie saura-t-il accomplir cette tâche en élaborant un programme réellement spécifique?

Il était difficile de la faire en ces premiers mois marqués par une euphorie extrême, il fallait un temps nécessaire pour les consultations. En attendant, la Constitution officielle du Rassemblement du Tunisie est rendue publique sans être accompagnée d'un programme précis. En effet, la liste des groupements constitutifs est publiée le 5 juillet 1936, ce sont: (la ligue des droits de l'homme et du citoyen, la C.G.T., la ligue des femmes pour la paix et la liberté, la ligue contre l'antisémitisme, jeunesses socialistes, jeunesses communistes, Amis de l'URSS, Parti Communiste, Parti radical socialiste et Parti socialiste.<sup>20</sup>

Une défaillance de taille, aucun parti ou association nationaliste n'y fait partie. Il est vrai que des propositions ont été faites dans ce sens, Cohen-Hadria nous informa que „les Communistes avaient proposé de les inviter, les Socialistes n'y étaient pas hostiles, d'autres groupements étaient bien plus réticents”.<sup>21</sup>

En tout cas les Destouriens ne montraient pas un empressement particulier pour être associé, ils attendaient des choses plus concrètes. En effet, les consultations entre les groupements du Rassemblement vont trainer durant 7 mois avant d'aboutir à un programme fort modeste.

### III. L'élaboration difficile d'un programme de revendications

Tout laisse à croire que les forces politiques importantes du Rassemblement populaire de Tunisie étaient peu convaincues de l'urgence d'une prise de positions nette concernant la question nationale.

Il est vrai que le Rassemblement était très actif lors des premiers mois, cependant il intervenait partout sauf sur cet axe.

En effet, il prend position contre les provocations antisémites survenues en Algérie et au Maroc au début du mois de juillet 1936.<sup>22</sup> Il faut une déclaration à propos du 14 juillet et convie toute la population à s'associer à cette joie.<sup>23</sup>

Il est l'animateur du soutien à l'Espagne républicaine, organise un meeting de solidarité le 14 Août 1936. Le Néo-destour est convié, il délègue Salah Ben Youssef et Tahar Sfar.<sup>24</sup>

---

<sup>20</sup> „Tunis-socialiste”, 5 Juillet 1936.

<sup>21</sup> Cohen-Hadria, op. cit. p. 124.

<sup>22</sup> „Tunis-socialiste”, 5 Juillet 1936.

<sup>23</sup> Idem.

<sup>24</sup> „Tunis-socialiste”, 15 Août 1936.

De même, il est l'initiateur de la création d'un Comité de défense de l'Espagne républicaine qui reçoit un accueil favorable du Néo-destour, de la jeunesse destourienne et de l'Association Hispano-Islamique.<sup>25</sup>

Un autre axe préoccupait le Rassemblement, il s'agit de soutenir les revendications ouvrières et faire réussir les mouvements de grèves et leur encadrement par la C.G.T. réuni. Sur ce plan, les réalisations étaient importantes.

En effet la plupart des lois sociales votées par le Parlement ont été applicables à la Tunisie, des Contrats collectifs ont été conclus et on aura ici l'équivalent des accords Matignon: les accords de la Kasbah signés le 2 Juillet 1936.<sup>26</sup>

Sur le plan des libertés publiques, les acquis sont énormes, promulgation dans le „journal officiel” le 11 Août 1936 de nouvelles dispositions législatives, ainsi que la levée des scellées apposés sur les locaux néo-destouriens fut décidée le 20 Août 1936. Le Néo-destour tient son premier meeting le 11 Septembre 1936 au GAM-BENA-PARK.

Cependant, il fallait donner une réponse claire sur la question fondamentale qui préoccupe un peuple colonisé: l'avenir du protectorat en Tunisie, la nature des rapports-franco-tunisiens.

Or si le principe d'un changement urgent est admis par tout le monde, l'interprétation du contenu n'est pas du tout la même.

Le Néo-destour est clair depuis le 10 Juin 1936, tout passe par les garanties constitutionnelles. Pour les socialistes il s'agit de „réformer le Grand Conseil dont les sections françaises et indigènes seront l'une et l'autre élus exclusivement au suffrage universel des électeurs sachant lire et écrire en arabe ou en français”.<sup>27</sup> Quant aux communistes, ils entendent par garanties constitutionnelles „la dissolution du Grand Conseil et son remplacement par une Assemblée populaire élue démocratiquement au suffrage universel, maîtresse de son ordre du jour”.<sup>28</sup>

Ils s'agit pour les membres du Rassemblement de trouver une synthèse pour toutes ces interprétations, comment dissiper les craintes à la fois des français sensibles aux campagnes menées à longueur de journaux par les prépondérants et

---

<sup>25</sup> „Tunis-socialiste”, 11 Août 1936. tous les groupements du Rassemblement ont accueilli favorablement le communiqué de défense qui lance souscription nationale très peu suivie surtout par l'élément indigène.

<sup>26</sup> Liaazu, Salariat et mouvement ouvrier op. cit. p. 74.

<sup>27</sup> „Tunis-socialiste” 17 Mai 1936.

<sup>28</sup> „Avenir social” 7 Novembre 1936, programme de revendications immédiates du P.C.T.

réussir à avoir la confiance des nationalistes qui ne voient au Rassemblement „qu'un regroupement de formations métropolitaines”.<sup>29</sup>

On butte durant des mois dans la recherche d'une formule capable de recueillir l'unanimité. La tâche s'avère difficile et le Rassemblement est condamné à l'immobilisme et à l'inaction.<sup>30</sup>

Le désaccord était profond à propos des garanties constitutionnelles.

Les communistes préfèrent le retrait de toute revendication concernant ce point, „à des formules qui par manque de précision pouvant permettre au pouvoir public des interprétations qui peuvent se retourner contre nous”.<sup>31</sup>

Les discussions pour l'élaboration du programme trainent encore deux mois, ce dernier ne sera signé que le 22 Janvier 1937.<sup>32</sup>

Le programme ne comprend pas de suggestions „qualitatives”, concernant le statut de la Colonie. S'il est vrai qu'il prévoit la dissolution du Grand Conseil et son remplacement par une Assemblée unique, cependant il précise qu'elle doit être composée de français et de tunisiens élus par deux colleges distincts et que les initiatives de l'Assemblée en matière budgétaire seront définitives sous réserve de l'homologation du gouvernement français.

Ainsi la revendication fondamentale capable d'intéresser les tunisiens et de les faire faire mobiliser d'une manière plus durable autour du Front populaire était sacrifiée. Bien entendu le programme contient une Série de propositions économiques et fiscales, de même il prend en charge les revendications des ouvriers et des fonctionnaires. En somme c'est un programme „qui tient à faire un pas effectif vers la collaboration qui tien à alléger l'effort imposé au petit”.<sup>33</sup>

Si le programme se place strictement dans les contraintes de la nouvelle situation internationale ou la séparation ne peut signifier que l'affaiblissement de la France devant les puissances fascistes.

---

<sup>29</sup> „Avenir social”, 31 Janvier 1937, en réponse à une question posée par un communiste de Feryville lors d'une réunion organisée par le Néo-destour, Salah Ben Qoussef déclare: „Que si le Néo-destour ne siège pas au Front populaire, c'est parce que le Front populaire est une formation métropolitaine ayant un programme surtout métropolitain ne l'a pas vu survivre la question des garanties constitutionnelles.”

<sup>30</sup> „Avenir social”, 14. 11. 1936, signale que le comité est astreint à des vacances inutiles causées par le départ de plusieurs délégués d'organisations adhérentes.

<sup>31</sup> „Avenir social”, 14 et 21 Novembre 1936.

<sup>32</sup> „Tunis-socialiste”, 29.01.1937. „Programme de revendications générales, adopté par le comité régional du Rassemblement populaire de Tunisie”.

<sup>33</sup> „L'Humanité”, 19 Mars 1937. Allocution de M. Thorey devant Bourguba, le 1 Mars 37 à l'occasion de la réception faite à ce dernier à Paris par les regroupements du Rassemblement populaire.

#### IV. Portées et limites du Rassemblement

La parution du programme du Rassemblement intervient en pleine offensive menée par les prépondérants contre le Résident Général et le Front populaire sur les colonnes de la „Tunisie française” et le „Colon français”, où Robert Vénéque lance ses avertissements.<sup>34</sup>

Le journal „Nahda”, proche des milieux nationalistes lui reproche de vouloir supprimer certaines institutions ancrées dans le pays comme „Le orf”.<sup>35</sup> Quant à „Tunés”, lui reproche de ne pas revendiquer la responsabilité du gouvernement tunisien devant l'Assemblée.<sup>36</sup>

Les membres du Rassemblement réagissent en affirmant „qu'il s'agit d'un programme conçu dans le cadre du protectorat pour faire bénéficier notre peuple de mesures qui peuvent être prises d'urgence”.<sup>37</sup> C'est dans ce cadre qu'on demande aux tunisiens d'apprécier positivement le projet du Blum-violette, „l'Avenir social” voit en lui le premier acte positif du gouvernement en faveur des peuples coloniaux.<sup>38</sup>

La dissolution de l'Etoile Nord-Africaine met encore plus le Rassemblement dans l'embarras face aux nationalistes qui voient dans cet acte un geste „qui ne fait honneur qu'au Front populaire” écrit le docteur Ben Sliman.<sup>39</sup> Ainsi, le Rassemblement allait-il évoluer dans un climat piégé il doit assumer et même expliquer les prises de position du gouvernement même si on ne les approuve pas.<sup>40</sup>

La visite de Vienot sous-secrétaire d'Etat, chargé des questions tunisiennes et marocaines soulagea le Rassemblement qui voit ses crédibilités de plus en plus atteintes à cause des lenteurs et des résistances au sein de l'administration coloniale. En effet, au cours d'une réception organisée par le Rassemblement en son honneur Vienot affirme „qu'il y a dans ce pays des réformes à faire”.<sup>41</sup>

Mais à peine Vienot rentre à Paris, les prépondérants reviennent à la charge, une boucherie est organisée au mines de Metlaoui et Redeyef (17 morts en deux jours) au cours de grèves banales.

---

<sup>34</sup> R. Vaieque, président de la Chambre d'agriculture et gros colon adresse une lettre ouverte au Résident Général où il écrit notamment „si des mesures énergiques et immédiates ne sont pas prises le sang coulera”. Lettre datée du 23.1.37.

<sup>35</sup> Critiques qui sont reproduits par „L'Avenir social” du 13.02.1936.

<sup>36</sup> Critiques qui sont reproduits par „L'avenir social” du 13.02.1936.

<sup>37</sup> „Avenir social”, 13.02.1937.

<sup>38</sup> „Avenir social”, 24.02.1937.

<sup>39</sup> „L'action tunisienne”, 07.02.1937.

<sup>40</sup> Le parti Communiste Tunisien exprime son étonnement devant cette décision et la considère injuste. „Avenir social” du 31.01.1937.

<sup>41</sup> „Tunis-socialiste”, 27.02.1937.

La méfiance s'agrandit, même si l'événement fournit l'occasion une déclaration commune de protestation (le Néo-destour et le Front populaire de Bizerte).<sup>42</sup>

La suite des événements, surtout après la chute du gouvernement Blum ne feront qu'attiser la méfiance des nationalistes. L'implantation des organisations locales du Rassemblement sera limitée aux zones où la présence européenne est forte (Goulette, Bizerte, Feri-ville, Hammam-lif, Sousse, Sfax ...).<sup>43</sup>

La mise en place de ces organisations favorisera une occasion de rencontre surtout entre les militants socialistes et communistes. La non-adhésion des formations nationalistes, contribue à marginaliser la question nationale dans un regroupement de partis préoccupés par le danger fasciste qui devient de plus en plus menaçant.

En effet l'essentiel de leurs activités seront axées autour de la lutte antifasciste:

- Protestation contre l'„Union”, journal profasciste qui mène campagne contre le Front populaire et contre la France.<sup>44</sup>

- Campagne pour l'épuration de l'administration.<sup>45</sup>

- Demande de dissolution des Ligues Fascistes.<sup>46</sup>

- De même, le Rassemblement allait réagir vigoureusement à l'assassinat du militant antifasciste italien Micelli intervenu au mois de Septembre 1937.

Le Rassemblement populaire de Tunisie n'arrive pas à trouver une voie d'entente au sens étroit avec le mouvement nationaliste tunisien. Cependant par les meetings, les actions qu'il mène à travers les syndicats surtout, il continue à vulgariser les idéaux de justice de liberté parmi les travailleurs. Les ouvriers des mines, des industries, des chemins de fer etc. se rappellent des acquis réalisés en un temps record. Le Rassemblement participe à la conscientisation de la classe ouvrière tunisienne, de même sensibilise les ouvriers européens aux problèmes de leurs confrères, il contribue à la formation de plusieurs cadres qui jouent un rôle important au lendemain de la guerre, tant dans les partis politiques que les syndicats.

---

<sup>42</sup> „Avenir social”, 20.03.1937.

<sup>43</sup> La constitution des organisations locales du Rassemblement et relatée par „Tunis-socialiste”, 25.02.1937. (Hammam-lif), 24.04. 1937. (Ben Arous), 19.06.1937. (Goulette).

<sup>44</sup> „Tunis-socialiste”, 16.11.1936.

<sup>45</sup> „Avenir social”, 15 Mai 1937.

<sup>46</sup> „Avenir social”, 24 Juillet 1937.

## Le cours expansionniste nord-africain de l'Espagne dans les premières années de la 2<sup>e</sup> Guerre mondiale

Les conceptions expansionnistes du gouvernement espagnol d'après 1939 – celles aussi qui concernaient l'Afrique du Nord ou bien sa région plus étroite, par exemple Gibraltar – se trouvaient dans un système de rapports très compliqué. Si nous voulons préciser les motifs plus généraux outre les rapports divergents de politique d'actualité, nous nous trouvons tout de suite en face de plusieurs dilemmes. Dans quelle mesure le général Franco et ses collaborateurs les plus proches étaient-ils menés par des réflexions purement pratiques (comme cela est parfois suggéré par les exposés loyaux envers le régime), et dans quelle mesure étaient-ils menés par les motifs conducteurs idéologiques (affirmé par certains critiques du régime)? Les faits concrets du cours de la guerre ont-ils rendu actuelle la formulation des revendications territoriales ou bien tout cela est la conséquence implicite de la nature et de la auto définition du régime même? Est-ce que les relations de politique extérieure formées au cours de la guerre civile et les dispositions géopolitiques ont elles rangé dans une large mesure le gouvernement espagnol aux côtés de l'Axe, ou bien la politique extérieure espagnole était influencée par des identités plus profondes au point de vue de la matière dans le choix de ses partenaires extérieurs préférés?

Bien que cette étude sommaire – en marge de la représentation historique concrète – ne veuille qu'aborder ces dilemmes, quelques-uns de ces événements méritent d'être brièvement éclairés.

L'essentiel de toute la philosophie du camp politico-militaire vainqueur dans la guerre civile en 1938-39 était la conviction que l'effondrement du grand empire espagnol qui jouait un rôle international extraordinaire aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles était causé non pas par ses propres défauts, mais plutôt par le défaut tragique de quatre siècles de l'histoire universelle. Le point de départ en est la renaissance détruisant les traditions saines, plus tard suivie des Lumières, et tout cela brutalement accompli par la révolution française, le libéralisme et la libre pensée et comblé par le marxisme, leur „descendant direct”. Le général Alfredo Kindelan qui appartenait au milieu le plus étroit du groupe initial des généraux de Franco écrivait dans une de ses lettres (justement en 1940): „Aujourd'hui, toute l'Europe rend compte du fait qu'elle a suivi durant quatre siècles une fausse route tracée par la Renaissance; et que cette route a subi un échec maintenant et qu'il faut retourner au point de départ pour rechercher les vrais sentiers historiques. Il faut les chercher

là où on a gradé purement les vertus raciales et là où les flambeaux de la Tradition se sont allumés. Il faut écarter les fraudes de la démographie.”<sup>1</sup>

Les pensées de Kindelan sont en harmonie avec les déclarations du général Franco de l'époque. Dans son discours de Malaga, avril 1939, le généralissime a le plus vivement critiqué la pensée libérale: „Un siècle de libéralisme a mis l'Espagne dans le point le plus bas de la grave décadence au cours de son histoire.” Quelques jours plus tard, dans la salle d'honneur de Banco de Espana de Madrid, devant des généraux et des officiers supérieurs, il s'est exprimé encore plus nettement: „Aujourd'hui, notre tâche – a-t-il dit – est de détruire les frivolités d'un siècle, de raser les dernières traces de l'esprit libéral de l'Encyclopédie”.<sup>2</sup> Cette position de départ elle-même a influencé les directions possibles des projets d'expansion et de recherche de partenaire du gouvernement.

La politique expansionniste avait un important arriere-plan théorique: l'idée impériale. Le traumatisme toujours existant dû à la dislocation de l'empire du monde espagnol a poussé le gouvernement à inscrire dans ses projets la restitution de la grandeur de l'Espagne d'une façon ou de l'autre. Naturellement, personne n'a pensé à la restitution, au sens physique du terme, de l'empire de Charles V. On voulait cultiver la communauté antérieure étendue sur plusieurs continents dans le domaine culturel, linguistique et spirituel. Franco, dans son discours du nouvel an 1939 a solennellement insisté sur les tâches indispensables de l'Espagne „concernant le continent que le génie espagnol avait découvert à l'humanité.”<sup>3</sup>

En août 1939, Silvestre Sancho, recteur de l'université de Manille (les Philippines) se trouvait à Madrid et c'est lui qui a formulé peut-être les plus précisément les contours de cette aspiration: „Nous avons perdu notre empire matériel – a-t-il dit –, mais l'empire spirituel est resté.”<sup>4</sup>

Cependant, les projets expansionnistes traités plus tard du gouvernement espagnol ont largement dépassé cette dimension spirituelle. A tout cela s'est ajouté le fait que la guerre coloniale marocaine qui a duré depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, était la tradition de combat la plus vivante du corps d'officiers supérieurs qui devenait la composant le plus important du bloc de pouvoir vainqueur dans la guerre civile. Cette tradition était en rapport avec l'idée de la communauté de sort et de culture

---

<sup>1</sup> La lettre qu'il avait écrite au dirigeant de la branche carliste des monarchistes à Manuel Fal Condé étant dans l'émigration intérieure à l'époque, parue d'abord dans les mémoires de Kindelan, est citée par Josep Fontana, dans son ouvrage *Espana bajo en franquismo*. (Critica, Barcelona 1986, p. 16.)

<sup>2</sup> *Caceta del Norte*, 22. április 1939. Voir encore Harsányi Iván: *A Franco-diktatúra születése*. (La naissance de la dictature franquiste.) Kossuth Könyvkiadó, Budapest 1988. p. 37. et pp. 161 – 162.

<sup>3</sup> *Nemzeti Spanyolország*. (Espagne nationale.) Központi Sajtóvállalat, Budapest 1939. 4. old.

<sup>4</sup> *ABC*, 22. augusztus 1939.



remontant dans la période musulmane de l'histoire de la terre espagnole. L'expansion dans cette région a largement contribué à la réévaluation du rôle de pouvoir de l'Espagne.

Otto Schempp, observateur allemand clairvoyant de l'Espagne de l'époque a tiré l'attention sur la zone espagnole du Maroc qui était un marchepied important du point de vue militaire, entre Gibraltar et le Maroc français.<sup>5</sup> La possession de cette région au printemps 1940, à la suite de la campagne de l'armée allemande contre l'Europe occidentale, devenait de plus en plus un problème crucial.

Dans la dernière phase de la guerre civile se formulèrent les revendications espagnoles relatives et à Gibraltar et au point de contrôle du sud du détroit de Gibraltar inséré dans le corps du Maroc espagnol, à la zone internationale de Tanger. Le journal *Espana* paru à Tanger à partir d'octobre 1938 a toujours inscrit à l'ordre du jour la prétention espagnole relative à la possession de la zone. Ce territoire, neutralisé en 1912, étant sous contrôle international de plusieurs puissances en 1923, ayant une superficie de 600 km<sup>2</sup>, était habité en 1939 par 30 mille musulmans, 12 mille Espagnols, 2350 Français, 500 Européens divers et 2000 Juifs. La plupart des habitants vivaient dans la ville de Tanger ayant 46.000 habitants. La guerre civile a tellement envenimé le problème de Tanger que, pendant que le Maroc espagnol devenait le premier bastion des nationalistes révoltés, à Tanger (à cause de son statut international) il y avait des occasions pour certaines actions anti-Franco et pour des relations entretenues avec le gouvernement républicain.

La question s'est posée que – comme Tanger – Gibraltar s'est aussi inséré en tant que „corps étranger” dans le trajet reliant la métropole espagnole au protectorat marocain. La ville forte après avoir appartenu à la couronne espagnole depuis 1502, a été envahie par les Anglais en 1704. Le *Diario de Burgos*, journal officieux, paru au siège du gouvernement de Franco de l'époque a déjà exprimé la prétention espagnole à la reconquête de Gibraltar le 1<sup>er</sup> avril 1939, jour de la fin de la guerre civile, en la plaçant dans l'optique de la guerre mondiale imminente: „Au cours d'un conflit armé dont le centre est la Méditerranée, l'Espagne serait capable d'assurer la neutralité du détroit de Gibraltar ... Au cas où l'Angleterre, comme la France, ferait preuve de manque de prévoyance politique, le cas de Gibraltar pour l'Espagne pourrait devenir identique à celui de Djibouti pour l'Italie.”<sup>6</sup>

Au début de juin 1939, une délégation militaire espagnole de haut rang s'est rendue en Allemagne sous la conduite des généraux Aranda et Garcia Valino. Ils étaient accompagnés par le colonel d'état-major Kramer qui dans sa lettre, adressée au haut commandement le 5 juin écrit: selon le dire d'Aranda, les dirigeants espag-

---

<sup>5</sup> Otto Schempp: *Das autoritare Spanien*. Goldman Verlag, Leipzig 1939. pp. 126 – 129.

<sup>6</sup> *Diario de Burgos*, 1. aprilis 1939.

nols „pensent que l'Espagne sera propriétaire du détroit de Gibraltar depuis le Maroc. Là, les Anglais ne pourront avoir aucun mot à dire.”<sup>7</sup>

En août 1939 le chef d'État Franco et Varela le ministre des forces de terre ont rétabli dans un décret la fonction de „gouverneur militaire de la région de Gibraltar” supprimée plus tôt par le gouvernement républicain qui avait toujours été remplie par le commandant actuel de la 22<sup>e</sup> division d'Algeciras ...<sup>8</sup> Bien qu'il ne se soit agi que d'un acte symbolique, il représente bien l'escalade des revendications.

Les projets élaborés pour la possession des différents territoires de l'Afrique du nord et centrale commençaient à se former concrètement en mai-juin 1940, à la suite de la campagne efficace des Allemands contre la France. C'est à cette époque que s'est pour la première fois posée la possibilité du fait que l'Espagne sans grands efforts, même sans être entrée en guerre, avec la décision bienveillante des grandes puissances, pourrait obtenir les territoires désirés au détriment d'une partie qui était incapable de résister.

Toute l'action devait être accordée avec le fait que le gouvernement espagnol a déclaré la neutralité du pays tout au début de la guerre. Il y avait d'autres réalités qui ne rendaient pas recommandable l'entrée en guerre. Pendant que le pays était lié aux puissances de l'Axe du point de vue politique, idéologique et d'armements, certains de ses besoins économiques fondamentaux (céréales, pétrole) ne pouvaient être satisfaits que par les puissances alliées occidentales. La réorganisation de l'armée espagnole, du point de vue purement militaire, rendait impossibles toutes les entreprises majeures.<sup>9</sup> Comme a signalé Rudolf Andorka, ambassadeur hongrois à Madrid, dans son rapport du 4 juin 1939 envoyé au Ministère des Affaires étrangères de Budapest, à propos des relations de l'Espagne et des puissances de l'Axe: „Ce pays peut emprunter beaucoup de choses au système social et économique des Etats totalitaires mais il est incapable d'une chose pour le moment: de penser à une guerre offensive contre un ennemi frais, fort et bien équipé. Economiquement il en est incapable.”<sup>10</sup>

Pourtant, sous peu, une certaine possibilité s'est présentée. Le 10 juin 1940, quand les troupes allemandes marchaient déjà sur Paris, l'Italie a aussi déclaré la guerre à la France et à l'Angleterre. Cela, dans une certaine mesure, a contraint le gouvernement espagnol à faire des pas, qui, jusque là, a soutenu sa neutralité par

---

<sup>7</sup> Le document avec 54 d'autres en butin étaient publiés par le Ministère des Affaires Etrangères de l'URSS après la guerre. (Документы министерства иностранных дел Германии. Выпуск III. Госполнздат, Москва 1946. 64., 67. Стр.)

<sup>8</sup> Boletín Oficial de Estado, 18. augustus 1939.

<sup>9</sup> D'une manière détaillée voir. Harsányi: op. cit. pp. 49-53.

<sup>10</sup> Magyar Országos Levéltár (Les Archives nationales Hongrois) OL Küm. pol. K 63 - 29 - 3228 - 1939.

l'attitude italienne. Le 12 juin, la conseil des ministres espagnol a décidé de remplacer le statut neutre du pays par la définition moins restrictive: pays „non-belligérant”. Le changement a été motivé à cause du fait que la „guerre s'était étendue sur la Méditerranée”,<sup>11</sup> et par cela, l'Espagne, directement touchée, ne peut pas rester indifférente. Le juin, l'armée espagnole marocaine, en faisant une démarche quasi modificatrice, a envahi la zone internationale de Tanger. En vue „d'assurer la neutralité de la zone et de la ville de Tanger, en se chargeant provisoirement de la mission de l'ordre public, de sécurité d'Etat et de police de la zone internationale.”<sup>12</sup> Etant donné que les bateaux traversant le détroit de Gibraltar évoluaient à la portée de l'artillerie de cote, l'action eut un grand retentissement international. Le 15, le Times de Londres a estimé que „l'occupation de Tanger est seulement la première démarche de l'Espagne – elle aura bientôt d'autres revendications”. L'auteur de l'article du journal britannique ne savait probablement pas que non seulement le paquet de revendications avait été composé, mais dans sa première version il a été déposé devant l'administration allemande dans une lettre de Franco écrite plus tôt le 3 juin et remise par le délégué personnel du chef d'Etat espagnol le général Juan Vigón qui s'est rendu chez le chancelier Hitler le 10. La lettre a été remise à la veille de l'accord concernant la signature de l'armistice germano-français, le 16. Dans cette lettre, Franco a exprimé ses salutations chaleureuses à l'occasion de la victoire du Führer contre la France. „Je ne dois pas vous assurer expressément – a-t-il écrit – combien je souhaite de ne pas rester loin des vos angoisses et de vos désirs, et avec quelle satisfaction je vous rendrais, au cas échéant, un service que vous jugiez le plus inappréciable.”<sup>13</sup>

Deux jours après l'occupation de Tanger, les revendications territoriales espagnoles présentées dans la lettre devaient avoir un nouvel aspect, en tant que les aspirations d'une Espagne de plus en plus active. Pour le moment, il ne s'agissait que de Gibraltar et de la partie française du protectorat marocain.<sup>14</sup> Nous pouvons supposer que Vigón se trouvait chez Hitler en temps inopportun, qui ne savait pas encore comment l'Angleterre réagirait à la situation formée par l'effondrement français et, c'est pourquoi, lui-même n'a pas élaboré son propre comportement relatif à la suite de la guerre ... Hitler espérait avec sérieux que l'Angleterre, restée seule, se mettrait d'accord avec lui au détriment de la France. Dans le cas contraire, l'Italie et selon le projet de l'armistice, la région française qui ne sera pas occupée, pourraient devenir très importantes comme alliées potentielles pour lui. Dans ce

<sup>11</sup> Fernando Díaz-Plaja: La posguerra española en sus documentos. Plaza y Janés, Barcelona 1970. p. 44.

<sup>12</sup> ABC, 14. június 1940.

<sup>13</sup> Documents on German Foreign Policy 1939–1945. Series D. Vol. IX. London 1957. p. 509.

<sup>14</sup> Ramón Garriga: Franco-Serrano Suñer. Un drama político. Planeta, Barcelona 1986. p. 72.



cas, il n'avait pas l'intention de faire de larges concessions au détriment des Français sur leurs territoires d'outre-mer restants. Cela explique le fait qu'il traitait sélectivement les revendications territoriales espagnoles. Il a exprimé sa joie à propos de l'action de Tanger, surtout parce que „l'Espagne avait agi au lieu de parler.” Il a déclaré que, pour l'Allemagne, la solution serait idéale si Gibraltar tombait aux mains d'un pouvoir „qui se trouve au dehors de la grande lutte pour les zones d'intérêt”. En ce qui concerne les autres revendications, il a donné des déclarations évasives en disant que l'Allemagne est exclusivement intéressée économiquement dans la région méditerranéenne, comme s'il avait fait voir qu'il ne comprenait pas pourquoi c'est à lui qu'on exposait ces revendications. Il en a cependant pris acte.<sup>15</sup>

A la suite de la mission Vigón, Franco trouvait pratique de faire connaître ses revendications territoriales à Hitler dans un mémorandum officiel (et en même temps, il les augmentera). Dans le mémorandum remis le 19 juin par Magaz, ambassadeur espagnol à Berlin, au secrétaire d'Etat von Weizsacker, il exigeait „l'unité du Maroc sous le protectorat de l'Espagne; la remise de certains territoires algériens colonisés par les Espagnols (sans autres précisions – I.H.); l'agrandissement du Sahara (espagnol) avec quelques petites rectifications; l'élargissement des possessions de l'Espagne dans le golfe de Guinée par des agglomérations qui peuvent assurer la main-d'oeuvre noire, car elle nous manque de nos jours.” Par contre, il déclarait prêt à entrer en guerre aux côtés de l'Axe au cas où l'Angleterre continuerait le combat. Pour ce faire, il demandait des expéditions d'armes, de pétrole, de vivres et de matières premières venant des stocks français détenus par les Allemands.<sup>16</sup>

La réponse allemande était de caractère positif, mais de nouveau en partie évasive. Weizsacker a fait savoir à Magaz, le 25, qu'ils recevaient avec une grande satisfaction l'offre espagnole. Ils „prennent acte,” des revendications territoriales espagnoles et qu'ils sont prêts aux expéditions d'armes. En ce qui concerne les autres expéditions, il faut les reconsidérer.<sup>17</sup> La réponse a reflété que Hitler attendait toujours quelque prise de position anglaise. Cela explique la dernière phrase de la réponse remise par écrit: „Dès que la situation de la guerre après l'armistice français aura été claire, le gouvernement du Reich entrera de nouveau en contact avec le gouvernement espagnol.”<sup>18</sup>

---

<sup>15</sup> Matthias Ruiz Holst: *Neutralität oder Kriegsbeteiligung? Die deutsch-spanischen Verhandlungen im Jahre 1940*. Centaurus, West-Berlin 1986. pp. 62–63.

<sup>16</sup> Garriga: op. cit. p. 72.

<sup>17</sup> Ruiz Holst: op. cit. p. 64.

<sup>18</sup> *Akten zur deutschen auswärtigen Politik 1918–bis 1945. Serie D. Bd. t. 10. Baden-Baden – Bonn 1963. le doc. nr. 16.*

Le message le plus important (mais négatif) de la réponse pour le gouvernement de Franco était l'allusion incertaine „aux autres expéditions de matières premières”. Car l'Angleterre, à partir du 1<sup>er</sup> décembre 1939, pour limiter l'économie de guerre allemande, a établi de sévères restrictions dans la navigation et dans le commerce concernant les navires des pays neutres. Le respect de ces restrictions était contrôlé par sa flotte de guerre et qui – à l'exemple du blocus de l'époque napoléonienne – est appelé parfois par la littérature „blocus continental”. Pour l'Espagne, parmi les restrictions, c'était le système des „navicerts” qui a donné le plus de soucis.<sup>19</sup> Le navicert était une sorte de permis de naviguer sur mer qui a été délivré par les organismes consulaires britanniques accrédités dans le pays donné à l'occasion de l'embarquement des navires. Le navicert certifiait que la marchandise transportée ne venait pas d'un pays ennemi de l'Angleterre et que sa destination n'était pas l'Allemagne ou bien le territoire d'un État occupé par cette dernière. Faute de navicert, ou bien si le navire transportait des marchandises dans une direction différente, ses marchandises pouvaient être confisquées, ou bien le bateau pouvait être mis sur la liste noire limitant ses mouvements. Nous mentionnons tout cela dans notre sujet, parce qu'après l'entrée en guerre de l'Italie, ces mesures ont été étendues sur la Méditerranée, y compris l'Italie comme État de destination ou bien comme trajet de transport. En plus, le 11 juin, le gouvernement des États-Unis, jusque la indécis, s'est rallié au blocus, partiellement: le président Roosevelt a interdit aux tankers américains et aux tankers affrétés par les Américains d'aborder les côtes espagnoles de la Méditerranée, déclarée zone d'opération.<sup>20</sup> Bien qu'après l'occupation de la France par les Allemands, un contact territorial et ferroviaire direct se soit constitué entre l'Allemagne et l'Espagne sur une étroite zone littorale atlantique, pour un certain temps, presque toutes les sources de l'importation de pétrole espagnol ont été fermées. Or, pour l'occupation de Gibraltar et du Maroc Français, et surtout pour la réalisation des projets impériaux de plus en plus vastes, il fallait de l'essence.

Malgré tout, les projets n'ont pas été ôtés de l'ordre du jour. Le 18 juillet, au quatrième anniversaire de l'insurrection contre la république, dans son discours Franco a souligné que le devoir de la nation était la reprise du commandement à Gibraltar et l'extension de la domination sur l'Afrique, suivant les dernières volontés de la reine Isabelle.<sup>21</sup> Le même jour, les groupes phalangistes ont organisé une grande manifestation devant l'ambassade britannique à Madrid, en revendiquant la

---

<sup>19</sup> La description très bonne du „navicert” voir. Ángel Vinas (és mások): *Política comercial exterior en España (1931–1975)*. 1. köt. Banco Exterior de España, Madrid 1979. pp. 319–335.

<sup>20</sup> Otfried Dankelmann: *Franco zwischen Hitler und den Westmächten*. Deutscher Verlag der Wissenschaften, Berlin 1970. pp. 129–130.

<sup>21</sup> Fernando Díaz-Plaja: *La posguerra española*. p. 53.

restitution de Gibraltar. En interprétant les prises de position espagnoles, nous devons prendre en considération que le 10 juillet a commencé le combat aérien en Angleterre. Comme Serrano Suñer, ministre des Affaires étrangères de l'époque écrit dans ses mémoires: „Franco et moi, avec une grande probabilité – avec certitude même – nous avons cru à la victoire allemande, au moins sur le continent, où nous avons jugé le III<sup>e</sup> Reich invulnérable”.<sup>22</sup> Dans un recueil d'interviews, il a fait cette déclaration: „A l'époque, nous étions convaincus que la guerre avait été terminée et ainsi, il ne fallait pas perdre le temps. Nous avons pensé que si l'Espagne participait à la guerre, même seulement durant une semaine, son crédit et ses droits à la conférence de paix seraient tout à fait différents, comme si elle se réduisait à applaudir, ce que nous avons fait jusqu'ici.”<sup>23</sup> Au point de vue de l'utilité de l'entrée en guerre, Franco a plusieurs fois fait la différence à l'époque entre une guerre „longue et courte”; pour la dernière, il a vu une possibilité en l'occurrence.

C'est un fait qu'à l'occasion de la visite de Suñer à Berlin les 16–25 septembre 1940, le problème des territoires africains s'est de nouveau posé. Mais alors, les rôles ont déjà changé. Plus tôt, la partie allemande avait un oeil assez sceptique sur l'offre espagnole, car elle connaissait bien la faible force de frappe du pays. Mais entre temps l'Angleterre a décidé de continuer le combat, et Hitler voulait coincer les Britanniques en les excluant de la Méditerranée. Pour ce faire, il avait besoin sans condition de la collaboration des Espagnols. C'est pourquoi maintenant le gouvernement allemand s'efforçait de gagner Franco et ses collaborateurs à ses projets dont l'essentiel était de s'emparer de Gibraltar en traversant le territoire espagnol. L'attaque des Italiens contre l'Égypte était en harmonie avec cela dirigée sur l'occupation de Suez, sur la fermeture de l'autre „porte” (l'attaque n'a pas été réussie). Mais la rencontre avec Hitler a fait une surprise à Suñer: le Führer était prêt à négocier le Maroc, mais non pas dans le sens qu'auraient aimé les Espagnols. Il a expliqué: le Reich épousait les revendications espagnoles, „au cas où ils assurent pour l'Allemagne une partie des matières trouvées sur ces territoires, dans le cadre des conventions commerciales avantageuses”. Et Ribbentrop qui était présent exigeait, comme condition, la cession d'une des îles Canaries en vue d'une base de sous-marins allemande. Suñer l'a refusé, peut-être parce qu'il ne s'était pas préparé à une telle chose. Ainsi, l'entretien n'a pas donné de résultat concret. Suñer a assuré ses partenaires négociateurs que la prise de position de son gouvernement n'avait changé en rien, mais – comme il l'a dit –: „nous devons armer nos troupes et nous mettre en mesure de pouvoir nous battre. Dès que nous aurons créé les

---

<sup>22</sup> Ramón Serrano Suñer: *Memorias*. Planeta, Barcelona 1977. p. 288.

<sup>23</sup> Heleno Sana *El franquismo sin mitos*. Barcelona 1981. p. 170.

possibilités d'entrer en guerre nous y entrerons".<sup>24</sup> Mais les Allemands, pour le moment, ne promettaient que quelques rectifications de frontière au Maroc.

Ainsi, les revendications territoriales espagnoles en Afrique du Nord étaient étroitement liées à l'entrée en guerre espagnole et elles étaient en proportion directe aux péripéties de l'entrée en guerre. En quelques mois, les Allemands ont tenté cinq fois d'intéresser le gouvernement Franco à la guerre dans l'intention d'occuper Gibraltar.

La plus importante rencontre personnelle entre Franco et Hitler a eu lieu le 23 octobre 1940 à Hendaye. C'est ici qu'on a jeté sur le papier avec le plus de détail – et le plus confusément – comment les puissances de l'Axe avaient imaginé la satisfaction des revendications espagnoles en Afrique. Ainsi: „Les puissances de l'Axe – outre la réunification de Gibraltar et de l'Espagne –, sous le signe de l'arrangement général qui est à régler avec l'Afrique et qui doit se réaliser après le triomphe sur l'Angleterre, obtienne des territoires en Afrique dans une telle mesure où la France peut être récompensée d'autres territoires équivalents en Afrique, pendant que les exigences de l'Allemagne et de l'Italie restent intactes envers la France.”<sup>25</sup> (Selon d'autres documents à ce sujet, il se trouve que la compensation de la France aurait dû se réaliser au détriment de l'Angleterre.)<sup>26</sup> Cette fois, les Allemands promettaient des expéditions de matières premières et de vivres, en tenant compte de l'importance décisive de la participation espagnole à l'action offensive à Gibraltar.

Cependant, des deux côtés, il y avait beaucoup d'éléments d'incertitude. A cette époque, les Allemands ont échoué dans leur combat aérien contre l'Angleterre. A cette époque, l'Italie s'est lancée dans une aventure de guerre en Grèce terminée par une défaite sérieuse; son offensive contre l'Egypte avait été arrêtée plus tôt. La promesse concernant les attributions territoriales africaines était éloignée, en revanche on a voulu le plus tôt possible imposer l'entrée en guerre de l'Espagne. (L'amiral Canaris, en visite à Madrid au début de décembre, voulait la mettre au 10 janvier 1941.) Pour Franco, le risque de l'échange était de plus en plus clair. Même Serrano Suner connu pour son amitié inconditionnelle concernant l'Axe fut ébranlé dans son opinion. Entre-temps, l'attention de Hitler se portait de plus en plus sur les pfojets de la campagne orientale.

Mais de la part des Espagnols, les tatonnements auprès des puissances de l'Axe n'ont cessé pour aucun moment qui menaçaient le gouvernement espagnol de sévères mesures commerciales, mais elles ne voulaient pas tirer sur la corde. À partir d'août 1940, il y avait des négociations anglo-américano espagnoles. Celles-ci

---

<sup>24</sup> Carriga: op. cit. pp. 80–81.

<sup>25</sup> Akten zur deutschen auswärtigen Politik 1918 bis 1945. Serie D.T. 11/1. Bonn 1964. p. 395.

<sup>26</sup> Ramón Tamames: La República. La Era de Franco. Historia de España Alfaguara. t. VII. Alianza Universidad, Madrid 1973. p. 539.

ont abouti à la signature d'un accord commercial américo-espagnol le 2 décembre; à la veille Suner de l'accord – a déclaré qu'il „ne voyait pas probable l'entrée en guerre de l'Espagne”.<sup>27</sup> Avec cela, le prjets des conquêtes africaines – excepté le seul Tanger – devenait de plus en plus le problème d'un avenir lointain.

Pour ce qui concerne le sort de Tanger, lors de son occupation, on a souligné le caractère provisoire de l'invasion espagnole. On promettait aussi que les services de la yone internationale continueraient de fonctionner. Malgré cela, le 29 juillet 1940, l'administration française de Tanger a été remplacée par l'espagnole.<sup>28</sup> Le 4 novembre, conformément aux ordres du commandant (!) de la „colonne d'occupation espagnole”, en garnison à Tanger, on a supprimé le fonctionnement des organisations internationales de la yone (Commission de contrôle, Assemblée législative, Comité mixte d'information). Le commandant militaire a reçu le titre de gouverneur en tant que représentant du Haut Commissariat de l'Espagne au Maroc. Donc, la zone maritime a formellement été intégrée au Maroc Espagnol.<sup>29</sup>

En conséquence logique de la démarche de novembre, le 15 août 1941, le statut des organisations tangeroises de la Falange Espanola a été modifié. Auparavant, ces organisations – comme celles des autres territoires étrangers – foncitionnaient sous la dépendance du centre madrilène de Falange Exterior. Maintenant elles étaient mises sous la „jefautra” (direction) du Maroc espagnol par le secrétariat de Falange.<sup>30</sup>

Mais ce n'est qu'un côté du processus. Simultanément avec les négociations commerciales menées avec les Anglo-saxons – comme à-côté de celles-ci – on négociait le statut des délégués britanniques se trouvant à Tanger. Cela a abouti à une convention officielle le 31 décembre. Aux termes de celle-ci, la partie espagnole a accepté de ne pas faire de travaux de fortification dans la zone; les groupements d'intérêts de capital britanniques pourront continuer leur travail dans la yone espagnole du Maroc; les privilèges de juridiction du comité mixte dans les affaires des citoyens britanniques seront maintenus; le bureau de poste britannique restera; le journal britannique pourra paraître; les personnes britanniques pourront entrer et sortir librement par les frontières de la zone; les personnes britanniques licenciées seront remboursées de trois ans de salaire.<sup>31</sup> Ainsi, l'Angleterre a eu une situation favorable non seulement par rapport aux citoyens de ses alliés, mais aussi par

---

<sup>27</sup> Е. Глушицкая: Положение в Исмани. Международное Хозяйство и Международная Политика, 1941. 2. no. 70. Стр.

<sup>28</sup> Miguel Ángel: Los guerrilleros espanoles en Francia. 1940–1945. Editorial de Ciencias Sociales, La Habana 1971. p. 38.

<sup>29</sup> ABC, 4. november 1940.

<sup>30</sup> Boletín del Movimiento de F.E.T. a las J.O.N.S. 1941. Núm. 120. p. 1250.

<sup>31</sup> Sir Samuel Hoare: Ambassador on Special Mission. Collins, London 1946. p. 82.



rapport aux Allemands à Tanger. C'était très important, car la zone est devenue un des foyers du service des renseignements ou les Allemands – se lon le compte-rendu de l'ambassade britannique Sir Samuel Hoare – ont lancé toutes les pratiques souvent à l'aide des organisations phalangistes de la zone, parfois par l'intermédiaire des personnalités du gouvernement, comme Suner par exemple.<sup>32</sup>

Selon la prise de position de certains auteurs, l'occupation de Tanger même ne fut pas un pas d'arbitraire de Franco et de son gouvernement. Selon George Hills, biographe anglais de Franco, qui rédigeait son livre en collaboration personnelle du généralissime, le gouvernement espagnol „a agi en harmonia totale avec la France et l'Angleterre”.<sup>33</sup> Augustin del Rio Cisneros affirme directement que la démarche espagnole „a coupé court à l'époque”,<sup>34</sup> de plus, elle a facilité plus tard le débarquement nord-africain des alliés. Si nous laissons de côté la description de Hoare, qui décrit quelquefois avec des mots amers ses peines avec le gouvernement espagnol, en faveur de la réduction du bouleversement allemand à Tanger, nous ne pouvons pas négliger les considérations qui font allusion au fait: au sujet de l'occupation de Tanger – au mois ultérieurement – un accord non-écrit quelconque pouvait intervenir entre les grandes puissances. Le noyau le plus étroit de la commission de contrôle internationale était composé des représentants de quatre États (Angleterre, France, Italie, Espagne). Pour l'Angleterre – les jours de l'effondrement de la France – la meilleure des solutions les plus mauvaises était si ce n'est pas l'Italie entrée en guerre qui occupe la zone. Pour les Allemands aussi, l'occupation italienne aurait causé des problèmes, car elle aurait pu entraîner une intervention anglaise immédiate ou bien une entrée en guerre américaine. Maurice Schumann, l'historien français connu, analyse le problème d'une manière extrêmement intéressante dans son livre de bravoure intitulé „Un certain 18 juin”, où il examine de quoi les dirigeants des différentes puissances s'occupaient le jour où – après la signature de l'armistice français – De Gaulle s'est adressé pour la première fois aux Français sur les ondes de la radio de Londres.<sup>35</sup> Il est vrai que Schumann décrit comment le colonel Beigbeder, ministre espagnol des Affaires étrangères a exposé les premières revendications territoriales de l'Espagne (à la veille de l'armistice) devant l'ambassadeur français de la Baume. (Alors, il ne s'agissait que des zones moins importantes de Beni Zeroual au Maroc du Nord et de Beni Snassen du Maroc de l'Est. Sa conclusion finale est cependant que „l'opération était bien

---

<sup>32</sup> Hoare: op. cit. 103.

<sup>33</sup> George Hills: Franco. El hombre y su nación. San Martin, Madrid 1975. p. 350.

<sup>34</sup> Augustin del Rio Cisneros: Viraje político español durante la II Guerra Mundial 1942-1945. Europa, Madrid 1977. p. 111.)

<sup>35</sup> Maurice Schumann: Un certain 18 juin. Plon, Paris 1989.

dirigée contre l'Italie".<sup>36</sup> Et même si ce n'était pas intentionnellement fait ainsi, le plus grand perdant de l'action fut quand même le gouvernement italien.

Et en ce qui concerne les suites: le point final relatif de l'histoire peut être mis en août-septembre 1945. Le conseil spécial des quatre grandes puissances s'occupant de Tanger – en s'appuyant de la décision de principe de la conférence de Potsdam relative à l'Espagne – a décidé du rétablissement du statut international de la zone le 31 août. Le 4 septembre, la partie espagnole n'a reçu que 48 heures pour l'évacuation de la zone. Le 6 septembre, les troupes ont effectivement quitté Tanger. Il est vrai: avec le rétablissement du statut antérieur, l'Espagne a pu occuper sa place dans la commission de contrôle internationale.



TO29992/2

---

<sup>36</sup> Schumann: op. cit. p. 224.



Készítette a JATEPress  
6722 Szeged, Petőfi S. sgt. 30-34.

XB 40312